

MIT BIO GEGEN WELTHUNGER
CÔTE D'IVOIRE: UN BRAS DE FER MEURTRIER
MISSION EN AMÉRIQUE CENTRALE
LUXEMBOURG: UNE NOUVELLE LOI DE COOPÉRATION
CONSULTATION DU CERCLE SUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE

Edité par:
Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté
L-1931 Luxembourg
Tél: 400 427-20
Fax: 400 427-27
e-mail: bpn@astm.lu
web: www.astm.lu

Responsable de la rédaction:
Marc Keup

Ont participé à ce numéro:
Marie-Claire Aranda-Noël, Barbara Böhme, Gabriela Caceres, Christine Dahm, Kanya D'Almeida, Dilcia Figueroa, Anne Goetz, Sarah Hellmerichs, Nicole E. Ikuku, Monique Langevin, Frederico Majerus, Nathalie Oberweis, Mantoe Phakathi, Julie Smit, Rainer Werning, Tobias Wildner, Linda Zahlten, ea.

Photo de couverture:
ASTM

Impression:
CA-Press Esch/Alzette.

Abonnements:
Jeanny Peffer
Tél: 400 427-63
e-mail: jeanny.peffer@astm.lu

Vous pouvez vous abonner à la revue Brennpunkt en versant 15 EUR (au Luxembourg) ou 25 EUR (à l'étranger) sur le compte CCP LU 71 1111 0102 3550 0000 (BIC : CCPLLULL) avec mention „abo bp3w“ en n'oubliant pas votre nom et adresse complète. Cet abonnement vous donne droit à 8 numéros qui apparaissent en général tous les deux mois.

Reproduction/Nachdruck
La reproduction des articles est autorisée à condition que la source soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei unter der Bedingung, dass die Quelle angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la Coopération luxembourgeoise.
Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

Éditorial

De Miralvalle à Luxembourg 1

International

Mit Bio gegen Welthunger 2
Côte d'Ivoire: un bras de fer meurtrier 4
Frontex: Bad Guys oder überschätzte EU-Behörde? 7
“Indignez-vous” aussi! 11
Ecuador: Korruptionsvorwürfe gegen Präsident Correa 12
Philippinen: Machtrochaden in Manila 13
Philippinen: Die Rückkehr eines Clans 17
Le Forum Social Mondial de Dakar... A l'heure du bilan 19
Interview: Papua - Wälder, Menschen, Ausverkauf 21
Crise politique en Egypte 24
Swasiland: Reicher König, armes Land 25
Kultur- und Kreativmarkt krisenresistent 26
Kurznachrichten 27

Nouvelles des partenaires

Sur la belle route de Valle de Polochic 28
Communiqué du Comité de Unidad Campesina 30
Chronique d'un voyage au centre de l'Amérique 31

Luxembourg

Il faut changer de cap dans les négociations APE! 34
Une nouvelle loi pour la coopération 35
Quel est l'impact des ONGD sur le développement? 36
ASTM: Le début d'un nouveau cycle d'activités 38
Le coin des lectures 40



Agrarpolitik

Ist die Bio-Landwirtschaft eine Lösung gegen den Welthunger?



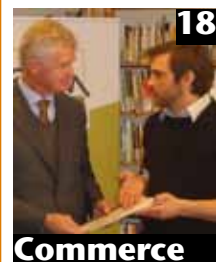
Côte d'Ivoire

Une bras de fer politique meurtrier a déchiré le pays.



Mission

Récits de voyage d'une mission de l'ASTM en Amérique centrale.



Commerce

Une étude sur les APE a été remise à la Chambre des Députés.



AG de l'ASTM

L'ASTM a tenu son assemblée générale le 26 mars dans les locaux de l'ASTI.

Le Brennpunkt Drëtt Welt est une revue luxembourgeoise, éditée par l'Action Solidarité Tiers Monde.

De Miralvalle à Luxembourg

C'est une problématique qu'on trouve partout dans l'hémisphère Sud: des familles de petits paysans, qui vivent depuis des générations d'une même parcelle de terre, se voient tout d'un coup expulsés de force de leurs foyers, parce qu'on leur fait savoir qu'ils n'ont pas de titres fonciers. Privés de leurs moyens de subsistance, ils n'ont le choix que de trouver un autre bout de terre inoccupé ou d'aller remplir davantage les bidonvilles dans les grandes cités.

Les responsables de l'ASTM, qui se sont rendues en mission auprès de notre partenaire Comité de Unidad Campesina (CUC) au Guatemala, ont dû faire face à des témoignages accablants (voir page 28 à 33). Comme ceux des habitants de la communauté de Miralvalle, dans la vallée du Polochic, qui racontaient à quel point les grands propriétaires fonciers et les multinationales agroalimentaires les terrorisent, afin de les chasser et de pouvoir s'accaparer la terre. Des paysans, qui ne font que produire un peu de maïs et des haricots, afin de nourrir leurs familles.

Deux semaines après cette visite, les forces de sécurité et des paramilitaires à la solde d'un grand propriétaire sont entrés dans la communauté de Miralvalle, ont commencé à tirer dans tous les sens et à lancer des bombes lacrymogènes sur la population, malgré la présence de femmes et d'enfants. Un homme est mort, de nombreux autres ont été blessés. 51 familles ont eu toutes leurs récoltes et leurs maisons détruites.

Depuis que la terre est devenu un objet intéressant pour la spéculation financière, il n'y a plus de place pour les petits paysans, que se soit en Amérique latine, en Afrique ou en Asie. Des grandes entreprises internationales achètent des surfaces énormes à travers le globe, afin de produire des denrées destinées à l'exportation. Ils achètent la terre aux gouvernements locaux pour des sommes dérisoires, qui toutefois sont assez importantes pour faire oublier aux responsables, que des familles entières vivent sur la terre qu'ils ont vendue d'un trait de stylo. Ou ils poussent les paysans à vendre leurs terres eux-mêmes, avec des méthodes peu conventionnelles. Toutefois, ce n'est pas seulement la demande mondiale pour des aliments qui accélère ce processus d'accaparement des terres.

Depuis que les gouvernements occidentaux ont découvert les agrocarburants comme moyen de réduire leur dépendance face aux produits pétroliers, la demande pour ces combustibles à base végétale ne cesse d'augmenter. Souvent on argumente dans les pays industrialisés, qu'ils contribuent à la lutte contre le changement climatique, mais le contraire a déjà été prouvé à maintes reprises. Ainsi les champs de maïs de la communauté de Miralvalle n'ont pas été détruits pour cultiver des bananes ou des ananas. Ils ont été détruits pour faire place à des monocultures de canne à sucre, afin de produire de l'éthanol pour le marché nord-américain et européen.

Le Grand-Duché de Luxembourg a une responsabilité dans tout cela. Le gouvernement Juncker continue à miser sur une forte croissance de l'utilisation d'agrocarburants dans les décennies à venir et soutient les plans ambitieux de l'Union européenne en la matière, ce qui crée une demande énorme sur le marché mondial. Dans un certain sens, cette politique est compréhensible, puisque qu'elle réduit la facture Kyoto et permet une continuation du tourisme à la pompe lucratif. Seulement, la canne à sucre ne pousse pas aussi bien dans la vallée de l'Alzette, que dans la vallée du Polochic.

Néanmoins, il faut admettre que les responsables luxembourgeois sont prêts à écouter les arguments des ONG, comme en témoigne une récente réunion sur les agrocarburants entre la société civile et des responsables politiques luxembourgeois. Mais vont-ils en tirer les conclusions qui s'imposent? Rien n'est moins sûr...

Marc Keup

UN-Report

Mit Bio gegen Welthunger

Biolandwirtschaft sei wirtschaftlich nicht tragfähig, ein Luxusweig der Nahrungsmittelindustrie, nur durch Subventionierungen finanziell lohnenswert und erst recht nicht dazu geeignet, Menschen in globalem Ausmaß zu ernähren – so die gängigen Urteile. Das Gegenteil stellt nun ein neuer Report von Olivier De Schutter¹, UN-Sonderberichterstatter für das Recht auf Nahrung, fest: Ökologische Landwirtschaft kann die Lebensmittelproduktion – gerade in Entwicklungsländern – in fünf bis zehn Jahren verdoppeln und so einen bemerkenswerten Beitrag zur Lösung des Hungerproblems leisten.

Sarah Hellmerichs

Die Anzahl der unter chronischem Hunger leidenden Menschen wird Ende des Jahres die tragische Rekordmarke von einer Milliarde erreichen, hat soeben Weltbankpräsident Zoellick festgestellt. Ursächlich dafür sind ständig weiter steigende Nahrungsmittelpreise, die u.a. durch Spekulation, schlechte Ernten, Exportbegrenzungen, extrem niedrige Vorratsmengen sowie eine rapide zunehmende Nachfrage für die Herstellung von Agrosprit verursacht werden.

Der am 8. März vor dem Menschenrechtsrat der Vereinten Nationen vorgestellte Bericht „Agroecology and the Right to Food“ (s. Hinweis) bietet zwar keine Patentlösungen, die all diese Probleme aus der Welt schaffen, aber er verdeutlicht eindringlich, dass ein Wandel hin zu ökologischer Landwirtschaft den Teufelskreis aus Hunger und Armut unterbrechen und außerdem die fatale Abhängigkeit der Ärmsten vom Nahrungsmittel-Weltmarkt verringern kann.

Win-win-Situation für Mensch, Umwelt und Klima

Konventionelle Landwirtschaft ist mit teuren Investitionen in Maschinen, Saatgut und Dünger verbunden, sie treibt den Klimawandel an und zudem sind die Ernten anfällig gegenüber Klimaschocks, so der Bericht. Es ist „erforderlich in einer Welt limitierter Ressourcen“ auf einen möglichst natur-



Photo: ASTM

► Die ökologische Landwirtschaft ist wegen ihrer geringen Einstiegskosten geradezu prädestiniert für die ärmsten Regionen der Welt.

getreuen Anbau zu setzen, bei dem chemische Mittel durch Nützlinge der Tier- und Pflanzenwelt ersetzt und die Bodenproduktivität durch schonende Feldbestellung gewährleistet wird bzw. sogar ansteigt. Auch Hightech-Saatgut wird dadurch überflüssig, und eine Diversifizierung der angebauten Pflanzen schützt vor wetter- und schädlingsbedingten Ernteausfällen.

Dies gilt besonders in Regionen mit ungünstigen Umweltbedingungen, also in den Gebieten, wo weltweit die meisten Hungernden leben. Projekte in bislang 57 Entwicklungsländern haben einen Ernteanstieg von 80% ergeben, im afrikanischen Raum betrug er sogar

116%, argumentiert De Schutter. In Malawi stieg die Maisernte nach Einführung der ökologischen Landwirtschaft um das zwei- bis dreifache. Eine verbesserte Bodenbelüftung durch schonende Bepflanzung hat hier außerdem Ernteausfälle nach Dürren verhindert.

Interessant ist dies besonders vor dem Hintergrund, dass das Land immer noch als Paradebeispiel der u.a. durch die Gates- und Rockefeller-Stiftungen finanzierte 400 Millionen Dollar schwere Allianz für eine Grüne Revolution in Afrika (AGRA) gilt. Die dabei praktizierte massive Subventionierung von Düngern und Hybridsaaten produziert allerdings nur kurzfristige Ernteanstiege, lang-

fristig sind sie nicht nachhaltig, betont der Berichtersteller. Auch in Äthiopien und Indien zeigten Pflanzen nach Umstellung auf Biolandwirtschaft eine verbesserte Dürre-resistenz. In Indonesien, Bangladesh und Vietnam konnten bei Reisanbau-Projekten der Einsatz von Insektiziden um 92% gesenkt werden, was mit erheblichen Einsparungen für arme Bauern einherging und sie so wettbewerbsfähig machte.

Das sind Erfolgsgeschichten, die Auswege aus dem Paradoxon aufzeigen, dass die meisten Hungernden im ländlichen Raum leben. Meist für den Export bestimmte landwirtschaftliche Großprojekte konnten diese Menschen nicht aus ihrer Not befreien; dass der Trickle-down-Effekt nicht funktioniert, hat sich bereits vor Jahrzehnten herausgestellt. Die ökologische Landwirtschaft könnte hingegen als starker Motor für die ländliche Entwicklung dienen. Indem sie Menschenrechte, Umwelt- und Klimaschutz in Einklang bringt, ist sie darüber hinaus auch ein wirkungsvolles Instrument einer wirklich „Grünen Ökonomie“. Und eine Entkoppelung der Landwirtschaft von fossilen Energieträgern fördert Ressourcenschutz und eine Umsetzung des Rechts auf Nahrung zugleich.

Wissen ersetzt Chemiekeulen

Diese Maßnahmen sind wegen ihrer geringen Einstiegskosten geradezu prädestiniert für die ärmsten Regionen der Welt. Trotzdem sind sie nicht kostenlos, und die Mobilisierung von Kapital gestaltet sich durchaus schwerer als die eigentlich kostenintensiveren Investitionen der konventionellen Landwirtschaft oder von Programmen wie der AGRA. Agroökologie ist eine wissensbasierte Landwirtschaft. Und „private Firmen werden ihr Geld und ihre Zeit nicht in Methoden investieren, die weder mit Patenten belohnt werden noch Märkte für aufge bessertes Saatgut öffnen“, so der Berichtersteller. Deshalb sind Regierungen, öffentliche Einrich-

tungen und Geber gefragt, den Ausbau von Projekten zu fördern. Zum Beispiel müssen Kleinbauernorganisationen unterstützt werden, um den Wissenstransfer zwischen den Landwirten zu gewährleisten. Kooperationen zwischen Wissenschaftlern und Bauern können außerdem eine Brücke zwischen Theorie und Praxis schlagen und erst damit das volle Innovationspotenzial ausschöpfen.

Alles nur ein alter Hut?

Prinzipiell unterscheiden sich die Erkenntnisse des Reports nicht großartig von Entwicklungskonzepten der 80er Jahre, die öko-soziale Prinzipien wie Agroforestry und die Existenzsicherung von Kleinbauern ins öffentliche Blickfeld rückten. Allerdings ist es heute möglich, den Erfolg dieser Maßnahmen

zu beweisen und – wie im Bericht durch den Verweis auf zahlreiche Studien geschehen – wissenschaftlich zu untermauern. Zusätzlich lässt das neuerliche gesellschaftliche Interesse an Ernährung hoffen, dass die Forderungen nach globaler Biolandwirtschaft auf offenere Ohren stoßen als damals. Denn, so De Schutter, „wir müssen uns beeilen, wenn wir wiederholte Nahrungsmittel- und Klimadesaster im 21. Jahrhundert vermeiden wollen.“ Weitere drei Jahrzehnte bleiben uns sicher nicht. ■

Erschienen in Informationsbrief Weltwirtschaft & Entwicklung (www.weltwirtschaft-und-entwicklung.org).

(1) Olivier De Schutter, *Agroecology and the Right to Food*, 21 pp., United Nations: Geneva, 8 March 2011. Bezug: über www.srfood.org

Kommentar

Die ASTM begrüßt den Bericht von Olivier de Schutter „Agroecology and the Right to Food“ als ein wichtiger Beitrag zur derzeitigen Debatte über eine nachhaltige Versorgung der Weltbevölkerung mit Nahrungsmitteln. Mit konkreten Beispielen, die wissenschaftlich abgesichert sind, zeigt der Bericht eindrucksvoll, wie die biologische Landwirtschaft mit geringen Kosten für die Bauern zu höheren Erträgen führen kann, ohne dass es zu umweltschädlichen Nebenwirkungen kommt, wie sie bei der konventionellen Landwirtschaft üblich sind.

Überzeugt von den Vorteilen der biologischen Landwirtschaft, arbeitet die ASTM seit vielen Jahren mit Partnerorganisation in der südlichen Hemisphäre, die in diesem Bereich tätig sind. Die Organisation MASIPAG auf den Philippinen ist in dieser Hinsicht ein gutes Beispiel. In diesem Netzwerk wirken Bauernverbände, Wissenschaftler und NGOs zusammen, um den Landwirten eine diversifizierte Produktion ohne chemische Pestizide und Dünger zu ermöglichen. MASIPAG spielt ebenfalls eine wichtige politische Rolle, wenn es darum geht, die Einführung von gentechnisch veränderten Sorten zu verhindern. Die Organisation wurde, gemeinsam mit einer weiteren Partnerorganisation der ASTM, dem MST in Brasilien, von de Schutter in seinem Bericht erwähnt. Eine weitere Partnerorganisation der ASTM ist die Association de Recherche et de Formation Agro-écologique (ARFA) in Burkina Faso. ARFA begleitet die lokalen Bauern seit über 15 Jahren bei der Steigerung ihres Ertrags durch biologische Techniken. Dabei legt sie besonderen Wert auf die Erhaltung der Bodenfruchtbarkeit, beispielsweise durch Getreiderotation.

Laut de Schutter ist nicht so wichtig zu wissen, wie viel Investitionen im Agrarsektor nötig sind, sondern in welcher Form diese getätigt werden. Die ASTM hofft, dass der jetzt vorliegende Bericht bei zukünftigen politischen Entscheidungen berücksichtigt wird.

(Julie Smit)

Côte d'Ivoire

Un bras de fer meurtrier

Pendant plus de quatre mois, Laurent Gbagbo et Alassan Ouattara se sont livrés un duel acharné pour le pouvoir en Côte d'Ivoire. Un récent rapport de Amnesty International¹ montre à quel point la population a souffert de ce dernier épisode d'une rivalité, qui a perduré pendant vingt ans.

Marc Keup

„Le 19 décembre, ils sont venus chez moi à Abobo. Ils sont venus au milieu de la nuit ; je dormais avec mon mari et les enfants. Ils ont frappé à la porte. La porte donne sur la rue. On n'a pas ouvert. Ils ont cassé la porte ; la porte était en bois. Ils sont rentrés ; ils étaient huit ; quatre en civil et quatre corps habillés, en treillis foncé et cagoulés. Deux ont emmené mon mari dehors et six sont venus vers moi. Ils m'ont demandé de me déshabiller et lorsque je ne l'ai pas fait et ils se sont jetés sur moi. Ils m'ont tous violée à tour de rôle. Ils ont jeté les enfants par terre. Les enfants pleuraient. Moi je criais. Je ne sais pas ce qu'ils ont fait à mon mari. Après j'ai entendu deux coups de feu. Puis ils sont partis et j'ai

trouvé mon mari couché dehors sur le ventre. Il était mort. Les gens qui m'ont violée m'ont dit que si je voulais me plaindre, je n'avais qu'à aller voir ADO [Alassane Dramane Ouattara].“

Ce témoignage, recueilli par Amnesty International lors d'une mission en Côte d'Ivoire, montre de façon accablante toute la cruauté d'un conflit politique qui a tourné au cauchemar. Alors que les yeux de la communauté internationale étaient rivés sur le monde arabe et la catastrophe nippone, l'agonie de la population ivoirienne était passée au second plan. Depuis les élections présidentielles à la fin du mois de novembre 2010, Laurent Gbagbo et Alassan Ouattara se sont disputés la Présidence et, de chaque côté, on a persécuté les civils avec un acharnement bestial. Ce qui à l'étranger était longtemps perçu comme

un conflit purement politique, a fait de nombreux victimes, tout en provoquant le déplacement de centaines de milliers de personnes.

Les origines du conflit

Après l'accès à l'indépendance en 1960, la Côte d'Ivoire a connu un essor économique assez spectaculaire, rayonnant comme un modèle sur toute l'Afrique de l'Ouest. Son développement était surtout tiré par un secteur agricole productif : des conditions géographiques favorables ont fait du pays un de plus grands exportateurs de cacao, de café, de fruits tropicaux et de coton. Le Président de l'époque, Félix Houphouët-Boigny, accueillait les étrangers à bras ouverts, décrétant que „la terre appartient à celui qui la travaille“. En contrepartie, les nouveaux venus étaient invités à voter pour lui. Cette politique a considérablement accéléré les mouvements migratoires et aujourd'hui encore, près d'un quart de la population est de nationalité étrangère.

Mais comme dans d'autres pays et à d'autres époques, ce contrat n'était valable que pour la période de croissance économique. Au début des années 1980, les prix pour les matières premières ont chuté et les termes d'échanges se sont détériorés, entraînant le pays dans une grave crise économique qui a engendré des troubles sociaux et politiques. Tout d'un coup, la politique a changé de registre : les étrangers ont été accusés de voler la terre aux Ivoiriens. Le climat de racisme latent, qui s'installait peu à peu, fut utilisé par l'homme politique Henri Konan Bédié, qui promouvait alors le concept de „l'ivoirité“.



Photo: flickr.com

► La population de la Côte d'Ivoire est victime de graves violations des droits humains.



Photo: UN-Photo

► Des partisans de Alassane Ouattara s'abritent au quartier général des forces de l'ONU à Abidjan, après les heurts post-électorales.

Selon ce concept, d'ailleurs inscrit en 2000 dans la constitution, seules les personnes sont ivoiriennes, dont les parents sont nés en Côte d'Ivoire. Mais cette présumée ivoirité est souvent impossible à prouver, puisque la plupart des habitants nés avant 1960 ne disposent pas d'un certificat ivoirien, le pays étant à l'époque une colonie française. Dès lors, l'ivoirité exclue de facto toutes les personnes qui portent un nom à consonance étrangère et par extrapolation, toutes les personnes qui sont de religion musulmane, prédominante au Nord du pays.

Un des objectifs cachés du concept d'ivoirité créé par Henri Konan Bédié était d'écarter un de ses plus importants rivaux à la Présidence : Alassane Ouattara. Cet ancien premier Ministre (1990

à 1993), qui appartient à la religion musulmane, est accusé d'être d'origine burkinabaise et dès lors non-éligible. Aux Présidentielles de 1995, Ouattara forme une alliance avec une autre figure emblématique de la politique ivoirienne, Laurent Gbagbo, et ensemble ils boycottent les élections. Henri Konan Bédié est élu mais renversé par un soulèvement populaire en 1999.

Aux élections de l'an 2000, Laurent Gbagbo l'emportait finalement au terme d'un scrutin contesté. Ouattara était de nouveau écarté à cause des doutes sur sa nationalité, ce qui a créé des tensions parmi la population du Nord, majoritairement musulmane. De graves troubles en résultaient qui débouchèrent sur des affrontements violents en 2002, scindant le pays pratiquement

en deux parties. Seuls les efforts de la communauté internationale arrivèrent à calmer le jeu et à préparer le pays pour de nouvelles élections, finalement tenues en automne 2010.

Showdown en automne 2010

Aux élections présidentielles de 2010, Laurent Gbagbo était confiant de pouvoir l'emporter. En effet, au premier tour, il est arrivé en tête avec 38%, devant Ouattara avec 32% et Konan Bédié avec 25%. Mais ce dernier s'alliait au second tour avec Ouattara, sommant ses partisans à voter pour le candidat du Nord qui avait enfin réussi à être accepté aux élections. Finalement, la Commission électorale indépendante proclamait Ouattara gagnant au second

tour avec 54,1% des voix, mais Gbagbo n'accepta pas les résultats. Le Conseil constitutionnel, dont les membres ont été nommés par Gbagbo lui-même, lui donnait raison et depuis lors, le pays a connu „deux Présidents“ qui se sont livrés une lutte acharnée pour le pouvoir.

La victoire de Ouattara, technocrate formé au Fonds Monétaire international, fut immédiatement reconnue par l'ensemble de la communauté internationale². L'ONU, présente avec 10.000 hommes armés sur le sol ivoirien, protégea son siège qu'il avait mis en place dans un hôtel de la capitale économique Abidjan. Les initiatives diplomatiques se multipliaient, mais n'arrivèrent pas à persuader Gbagbo à renoncer à ses fonctions. L'ONU, la CEDEAO³ et l'Union Africaine ont échoués à tour de rôle.

Le conflit s'envenime

Laurent Gbagbo refusait à tout prix de quitter son poste. Pour lui et pour ses partisans, Ouattara et les Forces Nouvelles sont des rebelles étrangers qui, selon le concept de l'ivoirité, n'ont aucune légitimité à diriger le pays. Sur la défensive, il essayait d'isoler Ouattara dans son hôtel à Abidjan et à gagner du temps. Selon ses mots, il voulait en arriver à un partage du pouvoir, mais vu le manque de confiance absolu entre les deux partis, une telle solution était peu réaliste.

L'armée nationale étant traditionnellement très faible en Côte d'Ivoire, Gbagbo s'appuyait surtout sur la gendarmerie et sur des milices, nommés les „Jeunes patriotes“. Ces milices ont été auteurs des pires exaltations. Autorisés par le gouvernement Gbagbo à s'en prendre à tous les étrangers, ils sillonnaient les contrées au Sud du pays et surtout Abidjan pour semer la terreur. Gbagbo est même accusé d'avoir attaqué les quartiers d'Abidjan, qui ont voté pour Ouattara, à coups d'obus.

De l'autre côté, Ouattara se voyait comme Président légitime et comptait déloger son adversaire en lui coupant



Photo: UN-Photo

► Alassan Ouattara lors du vote pour le second tour de la Présidentielle en novembre 2010.

peu à peu ses moyens. Une de ses premières actions était de faire reconnaître sa signature auprès de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest. A partir de ce moment, Gbagbo ne pouvait plus accéder aux avoirs du pays et par conséquent, il ne pouvait plus payer les fonctionnaires et les membres de l'armée. En même temps, Ouattara se battait pour que les membres de son corps diplomatique soient reconnus comme seuls représentants de la Côte d'Ivoire et pour que la communauté internationale mette en place des sanctions.

Du point de vue militaire, il s'appuyait sur les „Forces Nouvelles“, un regroupement d'unités armées commandées par des seigneurs de guerre, sans éthique, qui au départ occupaient que le Nord du pays. Selon Amnesty International ils se sont livrés, en toute impunité, à des violations des Droits humains sur les territoires qu'ils occupaient et ont commis des crimes semblables à ceux des milices de Gbagbo. Finalement, à la fin du mois de mars, les troupes de Ouattara, rebaptisées „Forces Républicaines“, ont lancé une offensive vers l'Ouest et vers le Sud, laquelle a aboutit avec une rapidité qui laisse supposer une aide militaire étrangère importante.

La population a souffert

Comme souvent, c'est surtout la population civile qui a fait les frais de ce conflit évitable. Sans protection quelconque, elle était à la merci des bandes armées des deux côtés, lesquelles ont commis des crimes horribles en toute impunité. Le témoignage au début de cet article n'est qu'un exemple parmi tant d'autres qu'Amnesty International a recueillis en Côte d'Ivoire. Le rapport de mission, dont il est issu, met en évidence de graves atteintes aux Droits de l'Homme des deux côtés. Mais tandis que Laurent Gbagbo devra probablement répondre de ses actes devant la Cour Pénale Internationale à La Haye, Alassan Ouattara sera tranquillement installé au palais présidentiel à Abidjan. ■

Marc Keup est membre de l'ASTM. Cet article se base sur un entretien avec Salvatore Saguès, chercheur d'Amnesty International sur l'Afrique de l'Ouest francophone.

(1) Amnesty International, Côte d'Ivoire - rapport de mission, 22 février 2011, index ai : afr 31/001/2011.

(2) L'Angola avait reconnu Gbagbo au départ, mais a récemment révisé sa position.

(3) Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Europäische Migrationspolitik

FRONTEX: Bad Guys oder überschätzte EU-Behörde?

Die europäische Grenzschutzagentur FRONTEX ist über die Medien vor allem in Zusammenhang mit überfüllten Flüchtlingsbooten auf dem Mittelmeer bekannt geworden. Von Menschenrechtsorganisationen wird sie oft als repressives Werkzeug europäischer Migrationspolitik angeklagt. Doch was verbirgt sich tatsächlich hinter dem Label FRONTEX?

Tobias Wildner

„Ich weiß, für einige sind wir von Frontex die ‚Bad Guys‘. Doch ich bin überzeugt, dass wir es im Mittelmeer richtig machen. Durch unsere Einsätze retten wir Leben“. Diese Antwort gab Ilkka Laitinen, der Exekutivdirektor von FRONTEX in einem Zeitungsinterview mit der Süddeutschen Zeitung von 2007 auf die Frage, wie er zu den Vorwürfen stehe, dass durch Meerespatrouillen von FRONTEX die Flüchtlinge auf immer gefährlichere Routen abgedrängt würden. Dies entspricht auch der sonstigen Außendarstellung von FRONTEX als engagierter Behörde, die mit dem Flüchtlingshilfswerk der Vereinten Nationen (UNHCR) und der Internationalen Organisation für Migration (IOM) zusammenarbeitet. Demgegenüber stehen zahlreiche kritische Berichte von zivilgesellschaftlichen Organisationen wie beispielsweise der Informationsstelle Militarisierung e.V., die auf eine repressive und demokratiefeindliche Praxis der Grenzschutzbehörde hinweisen und sie als europaweite „Vernetzungsmaschine“ darstellen, die rechtsstaatliche Grundsätze unterlaufe.

Die hier angedeutete Polarisierung in der Darstellung von FRONTEX spiegelt gleichzeitig den Umgang mit dem Thema „Illegale Migration“ im öffentlichen Bewusstsein wieder. Vor allem seit den Terroranschlägen von 2001 wird Migration öffentlich zunehmend in Zusammenhang mit Sicherheitsaspekten diskutiert. Auf der einen Seite steht dabei das menschenrechtliche Lager, das langfristige, ganzheitliche und öffnende Maßnahmen fordert. Auf

der anderen Seite, mit einer starken Betonung der Inneren Sicherheit, ist das ordnungsrechtliche Lager zu finden, das sich eher für kurzfristige, reaktiv-restrikative und sanktionierende Maßnahmen ausspricht.

Die europäische Grenzschutzagentur FRONTEX taucht in diesem Diskurs immer wieder stellvertretend für die europäische Positionierung der Migrationspolitik auf. Diese Sichtweise mag in zweifacher Hinsicht nicht ganz unproblematisch sein. Erstens beschränkt sich die Information über FRONTEX dabei nämlich meist auf die Operationen der Grenzschutzagentur im Mittelmeer und vor der afrikanischen Atlantikküste, was ein verzerrtes Bild der Behörde zeichnet. Zuletzt zeigte sich dies bei der Abwehr

des sprunghaft angestiegenen Flüchtlingsstroms aus Tunesien, der sich seit Februar vor allem auf der italienischen Insel Lampedusa bemerkbar macht. Zweitens wird damit weitgehend die Tatsache ignoriert, dass Migranten, die versuchen, über den Seeweg nach Europa zu gelangen, den geringsten Anteil der sogenannten „Illegalen Migration“ ausmachen. Sehr viel größer ist die Zahl derer, die beispielsweise legal in die EU einreisen und nach dem Auslaufen ihres Visums untertauchen. Das Problemfeld der illegalen Migration wird damit auf einen Teilaspekt reduziert, wenngleich die humanitäre Tragik der Geschehnisse im Mittelmeer und vor der afrikanischen Atlantikküste außer Frage steht.



► Deutsche und griechische Einheiten im Rahmen der FRONTEX-Einsatzmaßnahme Nautilus.

Struktur und Aufgaben von FRONTEX

Vor diesem Hintergrund einer weitgehend aufgeheizten und polarisierten Debatte erscheint es sinnvoll, FRONTEX einer ganzheitlicheren Analyse zu unterziehen. Als FRONTEX auf Grundlage einer EU-Verordnung 2004 ins Leben gerufen wurde, geschah dies aus einem Konflikt heraus, der in seiner Struktur auf europäischer Ebene nicht gerade selten ist. Die Europäische Kommission auf der einen Seite strebte, nach der Vergemeinschaftung der Asyl- und Einwanderungspolitik mit dem Amsterdamer Vertrag von 1999, nun auch die Schaffung einer vollständigen europäischen Grenzpolizei an. Die einzelnen europäischen Mitgliedstaaten hingegen sträubten sich gegen diesen Versuch, weitere Kompetenzen nach Brüssel zu verlagern, und sprachen sich für eine rein koordinierende Behörde aus. Das Unvermeidliche geschah, und so ist FRONTEX heute gewissermaßen eine Mischform aus diesen beiden konträren Ansprüchen. Formal gesehen ist FRONTEX eine Gemeinschaftsagentur der EU. Ihren Sitz hat sie in Warschau.

Mit mittlerweile 286 Mitarbeitern ist FRONTEX eine Agentur mittlerer Größe. Der knappe Personalumfang mag zunächst verwundern, bezeugt

aber erneut die verzerrte öffentliche Darstellung von FRONTEX als einer europaweiten Super-Behörde. Es ist andererseits jedoch auch anzumerken, dass keine andere EU-Agentur in den vergangenen Jahren eine größere personelle und finanzielle Aufstockung erfahren hat. Das anfängliche Budget von ca. 6 Mio. EUR hat sich innerhalb von fünf Jahren auf knapp 88 Mio. EUR gesteigert. Zu den Aufgaben von FRONTEX gehören laut der FRONTEX-Verordnung neben der bereits erwähnten Koordinierung der operativen Zusammenarbeit im Bereich des Schutzes der Außengrenzen (Art. 3) auch die Unterstützung der Mitgliedstaaten bei der Ausbildung von Grenzschutzbeamten (Art. 5), die Durchführung von Risikoanalysen (Art. 4), die Verfolgung der für die Kontrolle der Außengrenzen relevanten Forschung (Art. 6) sowie die Unterstützung der Mitgliedstaaten bei gemeinsamen Rückführungsaktionen (Art. 9). Ausdrücklich gewollt ist auch die Zusammenarbeit mit den nationalen Geheimdiensten, dem nachrichtendienstlichen Lage- und Analysezentrum der EU (SitCen) und weiteren EU-Agenturen, wie dem Europäischen Polizeiamt (Europol), der Europäischen Einheit für justizielle Zusammenarbeit (Eurojust) oder dem Europäischen Amt für Betrugsbekämpfung (OLAF).

De facto eine europäische Grenzpolizei

Die operativen Einsätze, die FRONTEX durchführt, waren zunächst reine „Unterstützungseinsätze“, was bedeutet, dass FRONTEX diese zusammen mit einzelnen Mitgliedstaaten durchführt und dabei keine eigenen exekutiven Befugnisse innehat. Durch eine weitere EU-Verordnung, die das Mandat von FRONTEX erweitert hat, besteht seit 2007 daneben auch die Möglichkeit sogenannter „Schneller Eingreifteams“ (RABITs). Beachtenswert ist diesbezüglich, dass FRONTEX damit exekutive Befugnisse in dem jeweiligen Mitgliedsstaat übertragen werden, in dem operiert wird. Konkret bedeutet dies, dass die Befugnisse von FRONTEX auf den sogenannten Schengener Grenzkodex ausgeweitet werden, was sowohl Identitätsfeststellungen, Befragungen, Datenabfragen, Durchsuchungen, als auch Gewaltanwendung im Rahmen der Einsätze gestattet. Damit übernimmt FRONTEX faktisch Aufgaben einer europäischen Grenzpolizei.

Fehlende demokratische Kontrolle

Wie bereits beschrieben, ist FRONTEX eine EU-Agentur, d.h. eine sekundärrechtliche Verwaltungseinrichtung und damit formal in keine institutionelle Architektur eingebunden. Es gibt weder eine übergeordnete Behörde, die FRONTEX kontrollieren könnte, noch sind die nationalen Parlamente oder das EU-Parlament für Kontrolle oder Steuerung zuständig. Das Europäische Parlament übt lediglich eine eingeschränkte Kontrollfunktion über seine Haushaltskompetenz aus. Im Zweifelsfall könnte es FRONTEX also den Geldhahn zudrehen. Der Exekutivdirektor von FRONTEX hingegen ist allein einem Verwaltungsrat gegenüber verantwortlich. Für eine weitere Kontrolle wurde FRONTEX außerdem eine Berichtspflicht auferlegt. Diese umfasst einerseits einen jährlichen Tätigkeitsbericht. Anderer-



Photo: flickr.com

► Flüchtlinge nach ihrer Ankunft auf der Mittelmeerinsel Lampedusa.

seits muss FRONTEX auf Anfrage des EU-Parlaments oder des Rats gezielt Bericht erstatten.

Dass diese scheinbare Kontrolle jedoch ein zahnloser Tiger ist, wird sichtbar, wenn es um Themen aus dem sensiblen operativen Aufgabenbereich geht. Bei einer Anfrage von 2008 der Fraktion BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN im Deutschen Bundestag zum Hintergrund einzelner Operationen von FRONTEX, blieb die deutsche Bundesregierung vielfach eine Antwort schuldig. Ihre Begründung: „Die Europäische Grenzschutzagentur hat eine eigene Informations- und Datenhoheit und steht gegenüber den Mitgliedstaaten nicht in der Pflicht zur Datenweitergabe. Statistische Erfassungen anlässlich gemeinsamer Einsatzmaßnahmen unter der Ägide von FRONTEX liegen nicht in der Zuständigkeit der Bundesregierung.“¹

Die erwähnte Informations- und Datenhoheit wird von FRONTEX schließlich auch auf europäischer Ebene ins Feld geführt, wenn es um konkrete Fragen zu operativen Einsätzen geht. Dieser Mangel an einer umfassenden demokratischen Kontrolle ist für eine Agentur zunächst relativ normal. Da FRONTEX jedoch unter anderem auch (grenz-)polizeiliche Aufgaben übernimmt und zudem eng mit Geheimdiensten zusammenarbeitet, kann eine solche fehlende Kontrolle als durchaus problematisch eingestuft werden. Der Frankfurter Sozialforscher Jens Wissel kommt daher zu dem Schluss: „Weder das Europäische Parlament noch nationale Parlamente haben eine formale Möglichkeit Frontex zu kontrollieren, was dazu führt, dass das Prinzip der Gewaltenteilung unterlaufen wird.“²

FRONTEX und Menschenrechte

Wie zu Beginn angedeutet wurde, steht in Bezug auf FRONTEX immer wieder der Vorwurf im Raum, dass bei ihren Einsätzen mitunter gegen Menschenrechte verstoßen werde. Zwei Beispiele mögen diese Problematik im



► Demonstration vor dem FRONTEX-Sitz in Warschau.

Folgenden etwas näher beleuchten.

Nach Angaben von FRONTEX wurden im Rahmen der Operation „Hera II“ (2006) insgesamt 3.887 „illegale Migranten“ in 57 Booten vor der Küste Mauretaniens und Senegals angehalten und umgelenkt. 5.000 weitere Personen wurden auf afrikanischem Boden bereits an der Abfahrt gehindert. Über diese Angaben hinaus gibt FRONTEX keinerlei Auskunft über die Rechtsgrundlage und die Mittel des Einsatzes.³ Es lässt sich aus diesen Angaben jedoch ableiten, dass hier durch den europäischen Grenzschutz, d.h. in diesem Fall durch FRONTEX sowie Grenzschützer einzelner Mitgliedstaaten, keine Einzelfallprüfung der zurückgewiesenen Migranten stattgefunden hat, unter denen sich stets auch potentielle Flüchtlinge befinden können. Das bedeutet faktisch die Missachtung des Zurückweisungsverbots („non-refoulement“) der Genfer Flüchtlingskonvention, das eine ungeprüfte Abschiebung von potentiellen Flüchtlingen untersagt.

Nun argumentiert die Europäische Kommission, aber auch beispielsweise das deutsche Innenministerium, dass das Zurückweisungsverbot in Bezug auf europäischen Grenzschutz auch nur auf europäischem Boden gelte,

nicht aber auf Hoher See oder vor der afrikanischen Küste. Dass diese Argumentation jedoch auf äußerst wackligen Beinen steht, belegt unter anderem eine Studie des Max-Planck-Instituts für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht. „Die rechtliche Verantwortung der Grenzschutzorgane wird bereits dann ausgelöst, wenn die betreffenden Migranten mit der Hoheitsgewalt der Grenzschützer konfrontiert und vor der Einreise auf das Territorium der EU ‚zurückgewiesen‘ (Art.33 GFK) werden“⁴, so die Autoren der Studie. Damit wird deutlich, dass sich der europäische Grenzschutz, um es vorsichtig zu formulieren, hier mindestens in einer juristischen Grauzone bewegt. Diese rechtlich schwer zu fassende Situation ist dabei keineswegs ein Produkt des Zufalls. In den vergangenen Jahren ist nämlich zunehmend ein Trend zur sogenannten „Exterritorialisierung“ des Grenzschutzes zu beobachten. Das heißt, dass sich im Fall der EU der Grenzschutz nicht mehr nur auf die tatsächlichen geographischen Außen Grenzen der europäischen Staatsterritorien beschränkt, sondern zunehmend auch die Kooperation mit Drittstaaten umfasst. So haben beispielsweise Inspektoren von FRONTEX im Jahr 2007



Photo: flickr.com

► Ilkka Laitinen ist seit 2005 Chef der Agentur FRONTEX.

Auffanglager für Migranten in Libyen besucht und den libyschen Behörden in der Folge dafür Unterstützung zugesagt⁵. Dass Libyen weder die Genfer Flüchtlingskonvention unterzeichnet hat und darüber hinaus in den besagten Auffanglagern vielfach gegen menschenrechtliche Standards verstößt, indem beispielsweise Migranten grundlos über mehrere Wochen oder Monate hinweg bei widrigsten hygienischen Bedingungen eingesperrt werden, schien die Europäische Kommission dabei nicht zu stören. Ein Vorabkommen vom 9. Juni 2010 zwischen der EU und Libyen sieht insgesamt Zahlungen von 60 Millionen Euro an Tripolis für den Zeitraum 2011 bis 2013 vor. Unter anderem auch für gemeinsame Aktionen im Kampf gegen illegale Einwanderung. „So werden die Auswirkungen der europäischen Migrationspolitik von der öffentlichen Meinung in der EU ferngehalten und die Verantwortung für die Behandlung der Migranten auf afrikanische Staaten abgewälzt.“⁶, wie Laurence Marfaing und Wolfgang Hein vom Hamburger

Forschungsinstitut GIGA betonen. Die jüngsten Entwicklungen in Libyen, wo Muammar al-Gaddafi auf brutalste Art und Weise selbst auf die eigene Bevölkerung schießen lässt, machen die ganze Scheinheiligkeit der europäischen Flüchtlingspolitik in Nordafrika überdeutlich.

Brennpunkt Griechenland

Ein zweites Beispiel in Bezug auf Menschenrechte ist der aktuelle Einsatz von FRONTEX-Beamten an der griechisch-türkischen Grenze. Durch die effizienteren Kontrollen um das Mittelmeer herum haben sich die Migrantenströme mittlerweile zunehmend an die Ostgrenzen der EU verlagert, was die griechische Grenzpolizei vor ernste Schwierigkeiten stellt. Allein zwischen Januar und August 2010 strömten nach Schätzungen ca. 80.000 Papierlose über die griechische Grenze. Die Praxis der griechischen Grenzschützer ist dabei keinesfalls sauber. So hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte in einem Grundsatzurteil vom Januar die Abschiebung eines Asylbewerbers nach Griechenland aufgrund des „dortigen mangelhaften Asylsystems und den damit verbundenen Risiken“ untersagt. Die Menschenrechtsorganisation Human Rights Watch berichtet von überfüllten Flüchtlingsheimen mit katastrophalen sanitären Bedingungen und beklagt, dass die griechischen Behörden sich nicht angemessen um aufgegriffene Kinder und Jugendliche kümmern.

Damit wird ein weiteres Problem von FRONTEX deutlich. Die Agentur steht hier zwar nicht im Verdacht menschenrechtswidrigen Handelns, lässt sich jedoch durch Einsätze wie dem in Griechenland in die menschenrechtswidrige Praxis einzelner europäischer Mitgliedstaaten einbinden.

Generell lässt sich sagen, dass bei den nationalen Spielarten des Grenzschutzes aus menschenrechtlicher Sicht ein weitaus größeres Problem besteht als direkt bei FRONTEX. Auch dieses

Verhältnis wird in der medialen Öffentlichkeit mitunter falsch dargestellt.

Die Grenzschutzagentur FRONTEX ist also beileibe nicht der freundliche Helfer, als der sie sich so gerne nach außen hin präsentiert. Dass die Problematik der illegalen Migration jedoch weit über die Frage des Grenzschutzes hinausgeht und FRONTEX oft genug auch als stellvertretender Sündenbock für den menschenrechtswidrigen Grenzschutz einzelner europäischer Mitgliedstaaten herhalten muss, wird in der Öffentlichkeit bisher nicht ausreichend wahrgenommen. Gleichwohl ist die mangelhafte demokratische Kontrolle von FRONTEX insbesondere problematisch angesichts der Ausweitung der FRONTEX-Aktivitäten auf faktisch (grenz-)polizeiliche Tätigkeiten, einer systematischen Vermischung dieser polizeilichen Aktivitäten mit geheimdienstlichen Tätigkeiten, sowie dem Agieren von FRONTEX in menschenrechtlichen Grauzonen. Die Zukunft wird zeigen, ob FRONTEX sich eines Tages zu einer umfassenden europäischen Grenzpolizei entwickeln wird. Mit einer steigenden Bedeutung von FRONTEX bekäme dann auch die Frage nach demokratischer Kontrolle zusätzliches Gewicht.

Die Staats- und Regierungschefs der EU haben jedenfalls bei ihrem letzten Treffen Ende März die Rufe nach einer Stärkung von FRONTEX angesichts der dramatischen Lage in Nordafrika erhört und eine baldige Aufstockung des Budgets für die Operationen im Mittelmeer in Aussicht gestellt. ■

Tobias Wildner ist Mitglied der ASTM.

- (1) <http://dipbt.bundestag.de/dip21/btd/16/098/1609888.pdf>
- (2) Wissel, J., 2010: Frontex und die Territorialisierung Europas. Vorläufiges Manuskript DAAD Tagung in Berlin Mai 2010.
- (3) Vgl. Marischka, Ch., 2007: FRONTEX. Die Vernetzungsmaschine an den Randzonen des Rechtes und der Staaten, in: IMI-Magazin 12/2007.
- (4) Fischer-Lescano, A./ Tohidipur, T., 2007: Europäisches Grenzkontrollregime. Rechtsrahmen der europäischen Grenzschutzagentur FRONTEX, in: Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht 67, 1219-1276.
- (5) Vgl. Johnson, D.: Das Mittelmeer wird abgeriegelt, in: taz, 20.01.2011.
- (6) Marfaing, L./ Hein, W., 2008: Das EU-Einwanderungsabkommen – kein Ende der illegalen Migration aus Afrika (GIGA focus 8).

Recension

„Indignez-vous“ aussi!

Lui, il l'a fait. A 93 ans, il se retourne sur sa vie, parsemée de luttes contre maintes injustices et veut partager son sens de la responsabilité et de la fraternité avec nous et en particulier les jeunes générations. Dans son essai, Stéphane Hessel veut nous réveiller de notre sommeil, de „l'apathie généralisée“ comme il l'entend. „Indignez-vous !“ est un véritable manifeste, un manifeste pour la révolte en chacun de nous, cette révolte qui sommeille en nous.

Nathalie Oberweis

Son âge est son crédit. A maintes reprises, l'auteur rappelle son expérience de vie. On dirait que le livre a quelque chose d'une biographie tellement la parole vient droit du cœur. Son point de référence est la deuxième guerre mondiale, la résistance et les idéaux de la résistance. Celle-ci, l'auteur l'a décrit comme la chose la plus normale au monde. A partir de cette référence, il nous appelle à résister nous aussi. Mais comment résister ? Pourquoi résister ? Contre quoi résister ? demandera le lecteur.

C'est vrai, dira l'auteur, aujourd'hui c'est moins facile de résister. Il n'y a pas un motif de la résistance si évident que celui de l'indignation devant l'occupation nazie pendant la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, le monde s'est complexifié davantage et l'on ne peut plus l'interpréter en termes de bons et mauvais. Du coup, vouloir s'indigner ou nous demander à nous indigner relève de l'ambitieux.

Néanmoins, le mal persiste mais il est moins visible comme l'était l'occupation autrefois. Il peut prendre d'innombrables visages différents, selon les endroits, les occasions. C'est pourquoi l'auteur

Chez Stéphane Hessel, l'indignation contre les injustices devient une raison d'être, le sens de vivre même.

encourage le lecteur à garder les yeux et oreilles ouverts : „cherchez et vous trouverez !“ affirme-t-il.

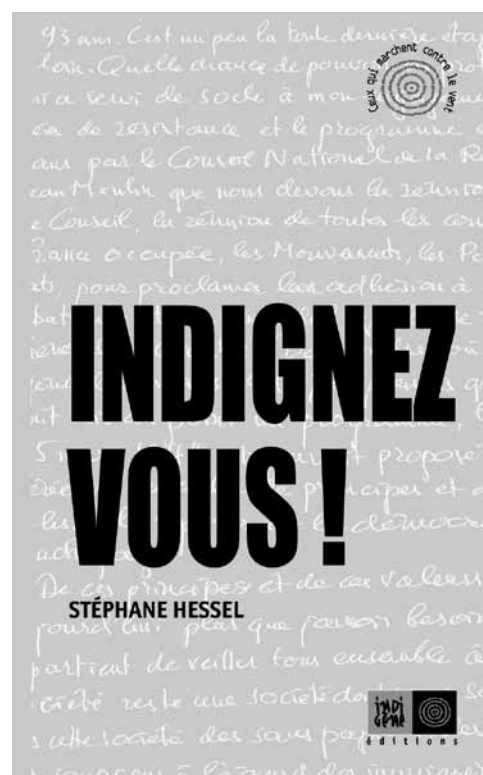
Pourquoi le ferait-on ? Pourquoi, alors que nous menons, surtout au Luxembourg, une vie tranquille, choisiraient-nous d'aller creuser et déranger ainsi nos quotidiens ? Mais „en vous comportant ainsi, vous perdez l'une des composantes essentielles qui fait l'humain“, avance l'auteur en parlant de l'indifférence, qui, pour lui est „la pire des attitudes“.

Au-delà de l'encouragement de s'indigner, l'auteur nous rappelle donc notre véritable nature en tant qu'Homme. Chez Stéphane Hessel, l'indignation contre les injustices devient une raison d'être, le sens de vivre même. Comme si, sans cette capacité de pouvoir se révolter, nous perdons notre véritable essence.

A plusieurs reprises, Stéphane Hessel se réfère à Jean-Paul Sartre, qui l'a profondément marqué avec son „message libertaire“. La responsabilité que nous portons quasi naturellement en nous, en notre qualité d'être humain, il l'a décrivait comme telle : „vous êtes responsables en tant qu'individu...La responsabilité de l'homme qui ne peut s'en remettre ni à un pouvoir ni à Dieu“.

Pour Hessel, il n'y a pas de choix. Lui, il continue à s'indigner: Il nous parle du pouvoir de l'argent, qui „n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat“, de l'écart grandissant entre les très pauvres et les très riches ainsi que des „droits de l'homme et l'état de la planète“.

Ah ! Les droits de l'homme, tellement



chérés, tellement trahis. L'auteur évoque qu'il avait été associé à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme et nous rappelle que déjà, à l'époque tout le monde n'était pas d'accord sur l'universalité des droits de l'homme. Et aujourd'hui, l'auteur le constate avec nous, ces mêmes droits sont bafoués sous le regard de ceux qui s'en réclament les inventeurs.

En tant survivant de plusieurs séjours dans des camps de concentration pendant la deuxième guerre mondiale, l'auteur s'indigne du fait que „des Juifs puissent perpétuer eux-mêmes des crimes de guerre“ dans les territoires

Ecuador

palestiniens. Même si „le terrorisme n'est pas acceptable“, Hessel conclut que face à une occupation militaire, „la réaction populaire ne peut qu'être non-violente“. On a envie de l'applaudir pour son sens de compréhension, quand il affirme que „le terrorisme est une forme d'exaspération“.

Il ne faut pas que la mauvaise volonté cherche à méprendre le sens de cet essai qui est un plaidoyer pour la paix. Une paix qu'il reste à construire, à vouloir, à éduquer. Malgré la précarité extrême dans laquelle vivent des millions voire des milliards de gens, malgré les injustices qui triomphent de la justice dans de nombreux endroits de notre planète, malgré la fragilité de notre terre en général et de notre être en particulier, „il faut espérer, il faut toujours espérer“.

Le bouquin qui fait à peine 15 pages est accessible à tout le monde. C'est pourquoi il a déjà rencontré un tel succès au point de devenir un bestseller. Vendu de plus d'un million d'exemplaires en quelques mois, il a également été traduit en allemand et en anglais. Toucher le plus grand nombre de cœurs était évidemment le but de l'auteur. Alors qu'il aurait pu donner mille exemples d'indignation, qu'il aurait pu souligner son indignation à combien d'endroits, Stéphane Hessel s'est limité à l'essentiel : une parole qui touche directement les cœurs et donne du sens à nos vies, tant chéries, mais tant de fois dénouées de sens.

Il ne faut pas chercher dans ce pamphlet un programme de gouvernement. En tant que vieux sage, Stéphane Hessel partage avec nous valeurs et idéaux, ce dont nos sociétés manquent cruellement aujourd'hui. Il incarne le rôle d'un apôtre d'une étique de vie qui nous souhaite „un motif d'indignation“ afin de retrouver notre véritable essence d'être. ■

Nathalie Oberweis est journaliste. Vous pouvez emprunter le manifeste „Indiquez-vous au Centre d'Information Tiers Monde (CITIM).“

Korruptionsvorwürfe gegen Präsident Correa

In Ecuador haben sich zwei Journalisten mit Korruptionsvorwürfen gegen Präsident Rafael Correa eine Verleumdungsklage vor einem Zivilgericht zugezogen. Sie fanden heraus, dass der Bruder des Staatschefs von staatlichen Aufträgen im Wert von 600 Millionen US-Dollar profitierte.



Photo: wikipedia commons

Juan Carlos Calderón und Cristian Zurita hatten 2009 für die Tageszeitung „Expreso“ eine Serie von Beiträgen recherchiert, die sie noch im gleichen Jahr zu einem Buch zusammenfassten. „Der große Bruder“ (El Gran Hermano) fand in Ecuador reißenden Absatz und liegt inzwischen in zweiter Auflage vor.

Der erste Beitrag wurde am 14. Juni 2009 veröffentlicht und befasste sich mit den öffentlichen Aufträgen, die sich der Correa-Bruder und Bauunternehmer Fabricio Correa beschafft hat. Die Verträge wurden über mehrere Firmen abgewickelt, die wiederum mit Unternehmen in Panama verbandelt sind, die sich im Besitz von Fabricio Correa befinden.

Verträge im Wert von 600 Millionen Dollar

Der Wert der Verträge wurde von den Journalisten zunächst mit 80 Millionen

US-Dollar beziffert. Im Verlauf ihrer Recherchen korrigierten die beiden den Betrag auf 600 Millionen Dollar nach oben. Ein heftiger Streit zwischen den Correa-Brüdern besiegelte offenbar das Ende des Gemauschels, an dem das Bauministerium und der staatliche Erdölriese Petroecuador verwickelt sind.

Wie Staatspräsident Rafael Correa am 28. März in einem Interview gegenüber dem Radiosender „Mundo“ erklärte, wird er den Bruder aus Rücksicht auf seine Mutter nicht verklagen. Dieser hatte gegenüber den beiden Journalisten bestätigt, dass der Präsident über die Geschäfte mit dem Bauministerium und Petroecuador im Bilde gewesen war.

„Präsident Correa hat uns am 28. Februar nicht nur auf Schadenersatz in Höhe von zehn Millionen Dollar verklagt, sondern greift zu den Mitteln, die ihm als Staatschef zur Verfügung stehen, um die Richter gegen uns einzunehmen“, kritisierte Calderón im IPS-Gespräch. „Es ist nicht Rafael Correa, der um seinen Ruf besorgt ist, sondern der Präsident der Republik, der den gesamten Staatsapparat gegen zwei Journalisten aufbietet, die ihre Arbeit ethisch einwandfrei zu Ende brachten.“

Correa ist bereits mehrfach mit der Presse des Landes aneinander geraten. Am 5. März beschuldigte er die Medien des Landes, „manipulativ“, „verlogen“, „korrupt“ und „Rufmörder mit Hang zum Putsch“ zu sein. Calderón und Zurita titulierte er als „Winzlinge“, „Clowns“ und „Wirrköpfe“. Der ecuadorianische Journalistenverband hat die Schmähungen Correas auf das Schärfste verurteilt. (IPS) ■

Philippinen

Machtrochaden in Manila

Januar und Februar scheinen gute Monate für Diktatoren-Stürze zu sein. Im Januar 1986 fiel der Duvalier-Clan in Haiti und im Januar 2011 das tunesische Regime. Im Februar 2011 endete abrupt die Herrschaft Mubaraks in Ägypten und vor 25 Jahren, am 25. Februar 1986, wurde der im Westen gleichsam langjährig hofierte philippinische Despot Ferdinand E. Marcos samt Entourage von der US-Luftwaffe ins Exil nach Hawaii ausgeflogen – reichlich Grund zu Euphorie und Jubelfeiern. Doch – zumindest in den Philippinen – sitzen ein Vierteljahrhundert später Marcos-Zöglinge ungeniert erneut an den Schalthebeln politischer Macht. Sehr zum Verdruss all derjenigen, die am 25. Februar 2011 in Manila im Gedenken an die „People Power-Revolution“ auf die Straße gingen.

Rainer Werning

Als Ferdinand E. Marcos Anfang 1966, auf dem Höhepunkt der US-Aggressionskriege gegen Vietnam, in den Präsidentenpalast Malacañang zu Manila einzog, beseelten den jungen Staatschef zwei Dinge. Innen- und wirtschaftspolitisch wollte er seinen Wahlkampfslogan „We shall be a great nation again“ („Wir werden wieder zu einer großen Nation aufsteigen“) schnellstmöglich umsetzen. Außen- und sicherheitspolitisch ging es ihm darum, der einstigen Kolonialmacht USA (1898-1946) treu zur Seite zu stehen und Washingtons militärische Hegemonialstellung in Südost- und Ostasien mit der fortgesetzten Bereitstellung der seinerzeit weltweit größten US-Stützpunkte außerhalb des nordamerikanischen Kontinents, der Subic Naval Base und dem Clark Air Field, zu garantieren.¹

Exportorientierung als Entwicklungsstrategie

Eine gezielte Anreizpolitik für ausländisches Kapital sollte dem agrarisch ausgerichteten, durch Feudalstrukturen gekennzeichneten Land den Anschluss an die westlichen Industriestaaten ermöglichen – quasi in Zeitraffermanier. An US-amerikanischen politik- und wirtschaftswissenschaftlichen Fakultäten ausgebildete Kader standen bereit, sich Marcos anzudienen, wie denn auch seine Regierung verstärkt auf die Exper-



Photo: defenseimages.mil

► Vor 25 Jahren wurde der philippinische Despot Ferdinand Marcos gestürzt.

tise solcher Technokraten zurückgriff. Exportorientierung, lautete beider Kredo, führe zu erhöhten Kapitalinvestitionen, schaffe Arbeitsplätze und Wohlstand, der schließlich allen zugute käme. Für Großgrundbesitzer und Geschäftsleute böte sich eine vielversprechende Chance, in Verbindung mit ausländischem Kapital das zur allseitigen Entwicklung notwendige Know how zu erwerben. Dabei dienten Anrainer wie Singapur, Hongkong und Südkorea als große Vorbilder. Diese Strategie bedurfte, um praktisch umgesetzt werden zu können, verlässlicher Steuerungsinstanzen. Zentralisierung und Konzentrierung staatlicher Macht(apparate) waren die

Folge. Wirtschaftliche Planungsbehörden (wie beispielsweise die Nationale Wirtschafts- und Entwicklungsbehörde, NEDA) entwarfen konkrete Schritte zur „nationalen Erneuerung“, während politisch und militärisch ein Prozess in Gang gesetzt wurde, um die neue Wirtschafts- und Entwicklungsstrategie gegen mögliche Störungen (Protest, Streiks, Widerstand) zu immunisieren.

Nicht zufällig vollzog sich seit Ende 1966 eine von der US-amerikanischen Internationalen Entwicklungsbehörde (USAID) verfügte Aufstockung der philippinischen Militär- und Polizeieinheiten. Ausbildungskurse für philippinische Offiziere an US-Militärakademien

ergänzten in Vietnam „verfeinerte“ civic action-Programme. Dabei handelte es sich um bürgernahe Projekte (z.B. Verteilen von Lebensmitteln und Medikamenten sowie (zahn-)ärztliche Reihenuntersuchungen), um „die Herzen und Hirne der Bevölkerung zu gewinnen“ – vor allem der bäuerlichen Bevölkerung im Hinterland, wo großangelegte Infrastrukturmaßnahmen (Bau von Straßen, Brücken, Häfen) geplant wurden. Im Kern war dies die Zuckerbrotvariante einer übergeordneten Counterinsurgency („Aufstandsbekämpfung“), wie sie heute in abgewandelter Form in Afghanistan praktiziert wird.

In Manila war bis zu Beginn der 1970er Jahre ein eigens für Counterinsurgency gedrilltes und vom US-amerikanischen Office for Public Safety (OPS) unterstütztes Hauptstadtkommando (METROCOM) entstanden. Damit verfügte das Marcos-Regime über schlagkräftige Instrumente, um politischem Protest jedweder Art „effizient“ zu begegnen.

Widerstand gegen die ersten Auswirkungen der neuen Wirtschaftspolitik regte sich vermehrt seitens städtischer Transportarbeiter, Studenten, Kleinunternehmer und Teilen der nationalen Bourgeoisie. Darüber hinaus waren zwischenzeitlich mit der Kommunistischen Partei (CPP), ihrer Guerilla der Neuen Volksarmee (NPA) sowie mit der im Süden des Landes für Unabhängigkeit kämpfenden Moro Nationalen Befreiungsfront (MNLF) militärische Formationen entstanden, welche die staatlichen Sicherheitskräfte herausforderten.

Kriegsrecht und (bewaffneter) Widerstand

Um die innenpolitischen Rahmenbedingungen der Wirtschaftspolitik zu sichern und die Philippinen angesichts des sich abzeichnenden US-Debakels in Vietnam nicht, wie von US-Strategen befürchtet, als weiteren „Dominostein“ aus dem Einflussbereich Washingtons

umkippen zu lassen, verhängte Marcos in vorausseilendem Gehorsam gegenüber Washington am 21. September 1972 landesweit das Kriegsrecht. In US-Kongresshearings hieß es dazu später, es sei im Falle der Philippinen mehr um die Wahrung strategischer und Sicherheitsinteressen der USA, als um die Wahrung von Menschenrechten auf dem Archipel gegangen. Eine Position, die der frühere CIA-Chef und damalige

die lukrative Teilhabe von Offizieren an regierungseigenen sowie ausländischen Unternehmen. Zu Beginn der 1980er Jahre kamen über die Hälfte aller höheren Präsidialbeamten für regionale Entwicklungsvorhaben aus den Reihen des Militärs. Der gleichzeitig zur gültigen Militärstrategie erhobene Oplan Katatagan (Operationsplan Stabilität) zielte vorrangig auf die Zerschlagung der Infrastruktur und Logistik der „kommu-

Das Kriegsrecht bescherte Marcos eine beträchtliche Machtfülle, die er weidlich nutzte, um politische Widersacher auszuschalten und hinter Gittern zu sperren, Gewerkschaften und freie Medien zu verbieten und gewaltsam gegen alles vorzugehen, was sich seinem Herrschaftsanspruch widersetzte.

US-Vizepräsident George H. W. Bush noch Anfang 1981 anlässlich seiner Staatsvisite in Manila ausdrücklich teilte.

Das Kriegsrecht bescherte Marcos eine beträchtliche Machtfülle, die er weidlich nutzte, um politische Widersacher auszuschalten und hinter Gittern zu sperren, Gewerkschaften und freie Medien zu verbieten und gewaltsam gegen alles vorzugehen, was sich seinem Herrschaftsanspruch widersetzte. Eine Militarisierung von Staat und Gesellschaft waren die Folge. Allein das Militär wurde von 1972 bis Mitte der 1980er Jahre von 62.000 auf annähernd 285.000 Mann aufgestockt. Hinzu kamen Einheiten der Integrierten Nationalpolizei/Philippinischen Constabulary (INP/PC²), paramilitärische Verbände wie Bürgerwehren sowie vom Militär protegierte beziehungsweise tolerierte bewaffnete Sekten, die unter solch schillernden Namen wie Rock Christ, Neues Jerusalem, Wohltätige Philippinische Missionarsvereinigung oder Verlorenes Kommando operierten.

Den Einfluss des Militärs unterstrichen auch die 1972 mit dem Kriegsrecht eingeführte Militärgerichtsbarkeit und

nistischen Subversion“ und „muslimischer Sezessionsbestrebungen“ im Süden des Landes. Integrale Bestandteile des Oplan Katatagan bildeten: Hamletting (Errichtung „strategischer Wehrdörfer“), Salvaging (außergerichtliches Morden verdächtigter „Rebellen“³), Zoning (systematisches Durchkämmen von Wohnvierteln und Häuserblocks, in denen „Aufständische“ vermutet wurden), Base denial (Bombardierung bestimmter Gebiete, um NPA-Guerilleros potenzielle Basen beziehungsweise Rückzugsgebiete zu „verwehren“) sowie Massaker, Folter und Brandschatzung. Nach Schätzungen des Philippinischen Roten Kreuzes wurden auf diese Weise von 1972 bis Mitte der 1980er Jahre 5,7 Millionen Menschen, über ein Zehntel der Bevölkerung, Opfer von Vertreibungen. Betroffen waren vorwiegend städtische Arme, Slumbewohner, Bauern, ethnische Minderheiten und Moslems im Süden.

Staatsterror

All diese Maßnahmen zielten vorrangig darauf ab, der seinerzeit in den

USA als weltweit am schnellsten wachsenden NPA-Guerilla (mit annähernd 30.000 Kombattanten) den Nährboden zu entziehen. In den entsprechenden Counterinsurgency-Anweisungen des philippinischen Militärs hieß es: „Die grundlegende Philosophie der nationalen Counterinsurgency bildet die untrennbare Verknüpfung von Sicherheit und Entwicklung. Sicherheit erlaubt die Entwicklung weiträumiger Gebiete; Entwicklung ist der Sicherheit förderlich. Sicherheit und Entwicklung müssen Hand in Hand gehen; das eine vermag ohne das andere nichts zu erreichen.“⁴

Als Teil des 1973 im Untergrund formierten Oppositionsbündnisses der Nationalen Demokratischen Front (NDF), die zu der Zeit über eine Million Mitglieder und eine Massenbasis von etwa zehn Millionen Menschen zählten, operierten NPA-Verbände in 62 von damals insgesamt 73 Provinzen – mancherorts bereits in Bataillonsstärke. Neurekrutierungen hatten ein Ausmaß angenommen, dass eine unter Vorsitz von Senator David Durenburger erstellte Studie des Geheimdienstsausschusses

des US-Senats befürchtete, die NPA könnte innerhalb von drei Jahren ein „strategische Patt“ herstellen.

Ideologisch verbrämte Marcos das Kriegerrecht, das er lediglich als „konstitutionellen Autoritarismus“ verstanden wissen wollte, mit dem gleichzeitigen Beginn einer „Neuen Gesellschaft“. Isang Bansa, Isang Diwa (Eine Nation, ein Geist) hieß fortan der Regime-Slogan, die philippinische Variante jener Vorstellungen, die einst Brasiliens Sicherheitsideologe, General Golbery de Couto e Silva, kategorisch so formuliert hatte: „Die Nation ist absolut, oder sie ist nichts. Eine Nation kann keinerlei Begrenzung ihrer absoluten Macht dulden.“

Aquino-Mord und rasante gesellschaftliche Polarisierung

Die Ermordung des nach Jahren im US-Exil zurückgekehrten Oppositionspolitikers Benigno Aquino auf dem Flughafen von Manila (21. August 1983) war nicht die Ursache, wohl aber der entscheidende Auslöser einer seitdem einsetzenden tiefen sozialen, politischen

und wirtschaftlichen Krise des Regimes, von der es sich nicht mehr erholen sollte. Bis zu dessen endgültigem Sturz im Frühjahr 1986 verging kein Tag ohne Protestkundgebungen, Demonstrationen und Streiks – eine Bewegung, die unter der Bezeichnung „Parlament der Straße“ in die Annalen eingehen sollte. Schrofte gesellschaftliche Polarisierung schlug um in einen Prozess der fortschreitenden Isolierung von Marcos und seinen Getreuen.

Ein qualitativ neues Element in der wachsenden Anti-Marcos-Front bildete fortan das städtische Bürgertum. Lange Zeit hatte es sich politisch abstinenter verhalten und auf einen friedlichen Wandel gehofft. Mit den Schüssen auf seine Galionsfigur Aquino hatte sich diese Option erledigt. Aquino, Spross einer begüterten Grundbesitzerfamilie, war ein gewiefter und mutiger Politiker, der seine politische Blitzkarriere in Zentralluzon (nördlich von Manila) begonnen hatte. Bis Mitte der 1960er Jahre waren er und Marcos in der Liberalen Partei politisch vereint, bis Letzterer ins Lager der oppositionellen Nationalistischen Partei überwechselte und als deren Präsidentschaftskandidat bei den Wahlen im Jahre 1965 das Rennen machte.

Aquinos eigene präsidentielle Ambitionen wurden durch die Verhängung des Kriegsrechts jäh durchkreuzt. Acht Jahre lang verbrachte er – wiewohl unter privilegierten Bedingungen – im Gefängnis, bis Marcos ihn wegen einer Bypassoperation in die USA ausreisen ließ. Nach dreijährigem Selbstexil kehrte er nach Manila zurück, beflügelt von der Hoffnung, gemeinsam mit dem politisch umtriebigen Kardinal Jaime Sin, dem Erzbischof von Manila und Oberhaupt der katholischen Kirche, Marcos am grünen Tisch zur nationalen Ver- und Aussöhnung umzustimmen, um die „wachsende kommunistische Gefahr“ zu bannen. Opposition – das entsprach in Aquinos Sicht mehr einem politischen Elitentausch als einem Strukturwandel.

Eine massive Kapitalflucht infolge



Photo: wikipedia.com

► Ferdinand und Imelda Marcos in Begleitung von US-Präsident Ronald Reagan 1982 vor dem Weissen Haus. Die Unterstützung der USA war extrem wichtig für das Marcos-Regime.

des Aquino-Mords erfasste die Metropole Manila. Das Regime musste ein zeitweiliges Schuldenmoratorium verkünden, während die Weltbank und der Internationale Währungsfonds (IWF) ihre Daumenschrauben anzogen. Um überhaupt in den Genuss dringend benötigter Überbrückungskredite zu kommen, musste sich Manila zur strikten Einhaltung des IWF-Diktats verpflichten. Darunter fielen die Aufhebung von Preiskontrollen und eine „fortgesetzt gemäßigte Lohnpolitik“, Investitionskürzungen und die drastische Erhöhung des internen (direkten wie indirekten) Steueraufkommens, die Beseitigung sämtlicher Außenhandelsbeschränkungen und Drosselung des Devisenhandels der Zentralbank sowie das Floaten des Peso und die Einstellung nahezu aller Nahrungsmittelsubventionen.

Doch anstelle einer vom IWF prognostizierten Exporterhöhung sanken die Ausfuhrerlöse und gleichzeitig verringerten sich die Einfuhren, was angesichts der extremen Importlastigkeit im Verarbeitungssektor zu sich häufenden Firmenschließungen führte. Allein 1984 mussten 1.500 Betriebe Bankrott anmelden und die Werkstore schließen. Die Arbeitslosigkeit im Großraum Manila stieg rapide an. Die Situation auf dem Lande war um keinen Deut erträglicher. 1985 verloren über 200.000 Saisonarbeiter auf den Zuckerrohrfeldern der Insel Negros ihre Einkommensquelle; die Zuckerpreise waren dermaßen in den Keller gesackt, dass nicht einmal die Produktionskosten abgedeckt wurden.

Intensives Krisenmanagement in Washington

Durch solche Ereignisse alarmiert, bereiste seit Herbst 1983 – mit Ausnahme von US-Präsident Ronald Reagan – alles, was in Washington Rang und Namen hatte, die Philippinen, um vor Ort das Ausmaß der Unruhen zu studieren. Konkreter Ausdruck des

Bestrebens, diesen Einhalt zu gebieten und der „kommunistischen Guerilla den Teppich unter den Füßen wegzuziehen“, war die Schaffung der Intergovernmental Task Force on the Philippines, eines noch im selben Jahr aus der Taufe gehobenen, behördenübergreifenden Gremiums aus Repräsentanten des Pentagon, State Department, der CIA, des US-Schatzamtes, Weißen Hauses und internationalen Bankiers. Dieser Runde oblag die Formulierung einer vis-à-vis Manila klar abgestimmten Politik.

Dabei tauchten indes Unstimmigkeiten auf, die zeitweilig eine konsistente Philippinen-Politik erschwerten. Verkürzt ließen sich die Friktionen wie folgt charakterisieren: Das Schatzamt, der IWF sowie das Weiße Haus waren primär an der „wirtschaftlichen Gesundung“ Manilas interessiert und konzentrieren sich erst in zweiter Linie auf die Überwindung der politischen und Legitimationskrise des Regimes. In einem wie auch immer gearteten Aufwertungsversuch von Mr. Marcos erblickte das State Department hingegen ein politisch kontraproduktives Unterfangen. Angesichts der gesellschaftlichen Widersprüche, so die Bemerkung einiger ihrer Beamten, hätte das dem erfolglosen Bemühen geglichen, „die Zahnpasta zurück in die Tube zu pressen.“ Stattdessen protegierte das State Department die „gemäßigte“ bürgerliche Opposition mit Salvador H. Laurel als deren Galionsfigur und den an der US-Militärakademie West Point ausgebildeten Korea- und Vietnamkriegsveteranen, Generalleutnant Fidel V. Ramos. Dieser hätte gemäß Senioritätsprinzip und militärischem Ehrenkodex eigentlich zum Chef des Generalstabschef befördert werden müssen. Doch diesen Posten hatte Marcos kurzerhand einem Verwandten und dem früheren Chef seiner Leibgarde, General Fabian C. Ver, zugeschanzt. So musste sich Ramos damit begnügen, lediglich als Vize des Marcos-Intimus zu fungieren.

Eine instruktive ökonomische, politische und militärische Lageein-



► Präsident Marcos und seine Frau, kurz nach der Machtübernahme 1966.

schätzung legte das State Department schließlich im November 1984 vor. Diese 26 Seiten umfassende Studie (Titel: „U.S. Policy Towards the Philippines“) diente US-Präsident Ronald Reagan als Grundlage für seine im Januar 1985 unterschriebene Nationale Sicherheitsdirektive. Diese beinhaltete ein Bündel von 16 „hohe Priorität genießenden Veränderungen“, um die Gefahr zu bannen, dass eine Radikalisierung in den Philippinen „die gesamte Region destabilisiert.“ So wurde von Marcos u.a. eine weniger rigide Amtsführung, die Abschaffung des präsidentialen Vorbeugehaft-Gesetz sowie das Aufbrechen der ihn stützenden Klientelwirtschaft aus dem Zucker- und Koprarsektor erwartet. Sibyllinisch hieß es in diesem Dokument: „Marcos ist Teil des Problems, notwendig aber auch ein Teil dessen Lösung.“

Gefeierte „Rosenkranz-Revolution“

Im Klartext: Marcos war demnach nur noch taktisch haltbar. Von strategischem Interesse – im Sinne einer „geordneten Nachfolgeregelung“ –

Philippinen

Die Rückkehr eines Clans

**Die Königinmacher in den politisch bewegten und bewegenden Februar-
tagen im Jahre 1986 waren mit dem stellvertretenden Generalstabschef,
Generalleutnant Fidel V. Ramos, und Verteidigungsminister Juan Ponce
Enrile ausgerechnet zwei Korsettstangen des Marcos-Regimes.**

war indes eine Allianz aus weniger korrupten, auf Effizienz bedachten Militärs unter Ramos mit Politikern aus dem gemäßigten bürgerlichen Spektrum. Während Washington zu der langjährigen „Stimme seines Herrn“ zunehmend auf Distanz ging und Marcos durch den eigens nach Manila gereisten CIA-Chef William Casey und Reagans Sonderbeauftragten, Senator Paul Laxalt, im Mai beziehungsweise Oktober 1985 auf die Abhaltung von snap elections (vorgezogenen Präsidentschaftswahlen) festgenagelt wurde, blieb Marcos letztlich nichts anderes übrig, als sich diesem Oktroi zu beugen. Ende November 1985 verkündete er ausgerechnet in Interviews mit US-amerikanischen Fernsehsendern den 7. Februar 1986 als Termin solcher Wahlen.

Das massive Fälschen und dreiste Manipulieren der Wahlergebnisse erregte dermaßen den Zorn der Menschen in Manila, dass sie binnen vier Tagen – vom 22. bis zum 25. Februar 1986 – auf den Straßen der Metropole ausharften, bis Marcos samt Familie und engsten Weggefährten außer Landes geflogen wurde. Es war dies der erste telegen ausgeleuchtete Machtwechsel in einem Land der sogenannten Dritten Welt. Als strahlende Siegerin zog die Witwe des ermordeten Aquino, Corazon C. Aquino, in den Präsidentenpalast Malacañang zu Manila ein. Getragen auf Wogen der Euphorie, obsiegte in Manila ein abwechselnd als „Rosenkranz-“ und „People Power-Revolution“ titulierter Umsturz, der alles war, nur eben keine Revolution. ■

Beide agierten als die eigentlichen Kriegsrechtsverwalter und hatten wegen des Kadavergehorsams gegenüber Marcos reichlich Dreck am Stecken – im In- wie Ausland wiederholt wegen ihrer massiven Menschenrechtsverletzungen an den Pranger gestellt. Lange bevor der Begriff „Wendehals“ zum geflügelten Wort wurde, waren Ramos und Enrile dessen idealtypische Verkörperungen. Buchstäblich fünf Minuten vor Zwölf kündigten sie ihrem Präsidenten die Gefolgschaft auf und stellten sich an die Spitze einer Militärrevolte, die ihr Gewicht für Aquino in die Waagschale warf. Unterstützt wurden sie aus Washington, das diesmal nicht – wie beispielsweise zuvor in Nikaragua und Iran – seinen Höflingen bis zuletzt die Stange hielt. Das aufbegehrende Volk bildete eben nur „People Power“, einen Machtfaktor, aber letztlich keine People's Power, Volksmacht.

Über Nacht mutierten Ramos und Enrile von Bluthunden zu (vermeintlich) geläuterten Statthaltern eines demokratischen Neubeginns unter Aquino (1986-92). Diese beglich umgehend ihre Dankbarkeitsschuld, indem Ramos zunächst Generalstabschef, dann Verteidigungsminister und schließlich als 12. Präsident der Republik der Philip-

pinen ihr Amtsnachfolger (1992-98) wurde. Seitdem gefällt sich der an der US-Militärakademie in West Point und später in Fort Benning und Fort Bragg in psychologischer Kriegführung und Lufttransport ausgebildete Exgeneral in der Rolle eines Elder Statesman, der im Ausland Vertrauen wecken und für Investitionen werben möchte. Enrile blieb auch unter Aquino Chef des Verteidigungsministeriums, wenngleich er später auf Distanz zur neuen Präsidentin ging. Was seiner Karriere freilich keinen Abbruch tat. Weiterhin machte er als steinreicher Geschäftsmann von sich reden, wurde Mitglied des Senats, um später ins Repräsentantenhaus zu wechseln – als ei nichts geschehen. Seit Juni 2004 gehört der kürzlich 87 Jahre alt gewordene Enrile erneut dem Senat an, als dessen Präsident er seit 2008 fungiert.

Die 1929 geborene Marcos-Witwe, Imelda Romuáldez Marcos, konnte bereits 1991 aus dem Hawaier Exil nach Manila zurückkehren. Dort begann sie buchstäblich ihre zweite Karriere in Politik und im Showbusiness. Im Jahre 1995 wurde sie als Abgeordnete des ersten Distrikts ihrer Heimatprovinz Leyte in den Kongress gewählt und kandidierte – wenngleich letztlich erfolglos – 1992 und 1998 bei den Präsidentschaftswahlen. Seit Ende Juni 2010 ist Frau Marcos erneut als Kongressabgeordnete bestätigt worden. Heute vertritt sie im Unterhaus den zweiten Distrikt in Ilocos Norte, der Heimatprovinz ihres Mannes. Wo immer sie auftaucht, scharen sich Menschentrauben um sie herum, weil ihre Auftritte, auf denen sie gern mit Inbrunst singt, auch immer mit dem Verteilen kleiner und größer

**Da bekanntlich der Apfel
nicht weit vom Stamm
fällt, traten zwei der drei
Marcos-Kinder beherzt
in die Fußstapfen ihrer
Eltern.**

1) Clark war Hauptquartier der 13. US-Luftwaffe, während Subic der im weitgespannten Gürtel vom Pazifik über Japan, Australien, das Südchinesische Meer, den Indischen Ozean (Diego Garcia) und Persischen Golf bis hin zum Roten Meer operierenden 7. US-Flotte als Dreh- und Angelpunkt diente. Dort waren auch die bedeutendsten C³I (Kommando-, Kontroll-, Kommunikations- und nachrichtendienstlichen Installationen) sowie land- und seegestützte Lang- und Mittelstreckenraketen lokalisiert.

2) Die INP/PC waren die Vorläufer der heutigen Philippinischen Nationalpolizei (PNP).

3) Salvaging heißt wörtlich „Rettung/Bergung von in (See-)Not Geraten“, ein beschönigender Begriff für seinerzeit vom Regime systematisch begangene Menschenrechtsverletzungen.

4) Hg. vom Command and General Staff College, Fort Bonifacio (Hauptquartier der Philippinischen Armee, PA), Metro Manila, November 1980.



Photo: flickr.com

► Die 1929 geborene Marcos-Witwe, Imelda Romuáldez Marcos, kehrte 1991 aus dem Exil zurück und ist heute Kongressabgeordnete. Wo immer sie auftaucht, scharen sich Menschentrauben um sie, weil ihre Auftritte auch immer mit dem Verteilen von Geldscheinen verbunden ist.

Geldscheine verbunden sind.

„Imeldific“ meint heute in den Philippinen ein ausschweifendes, extravagantes Gehabe à la Imelda Marcos. Sie war nicht nur lange die First Lady, sondern während der Herrschaft ihres Gatten bekleidete sie zudem das Amt der Gouverneurin von Metro Manila und das einer Siedlungsministerin. So entstanden während ihrer Amtszeit in den 1970er Jahren eine Reihe von Fünf-Sterne-Hotels und Prachtbauten wie das Folk Arts Theater, in denen sich Manilas Eliten mitsamt internationaler Jetset-Schickeria gern ein Stelldichein gaben und sich selbst zelebrierten. Ob die Dame nun 2.000, 2.500 oder gar 3.000 Paar Schuhe zum Zeitpunkt des Sturzes ihres geliebten Ferdinand besessen hatte, erregt allenfalls die Gemüter in

von Imelda unterhaltenen Boutiquen in Manila, wo die einstige First Lady ihren zusammengeklauten Kitsch höchstbietend feilbietet. Als Sonderemissärin ihres Gatten bereiste Imelda überdies China, die einstige Sowjetunion, Osteuropa, den Nahen und Mittleren Osten sowie Jugoslawien und Kuba, wo sie jeweils gern mit ihren Gastgebern posierte – stets auf der Pirsch nach Bildstrecken für ihr eigenes Poesiealbum.

Da bekanntlich der Apfel nicht weit vom Stamm fällt, traten zwei der drei Marcos-Kinder beherzt in die Fußstapfen ihrer Eltern. Die 1955 geborene älteste Marcos-Tochter Imee Marcos, einst ihrerseits Kongressabgeordnete, ist seit dem 30. Juni 2010 Gouverneurin von Ilocos Norte, während ihr zwei Jahre jüngerer Bruder, Ferdinand „Bongbong“

Marcos Junior, seitdem dem Senat angehört. Zuvor hatte „Bongbong“ just jene Posten inne, die heute seine Schwester beziehungsweise seine Mutter bekleiden. Einst gefragt, ob möglicherweise seine Kinder oder Enkel Präsident der Philippinen werden könnten, antwortete Marcos Junior ohne Umschweife: „Warum nicht? Vielleicht – alles ist möglich!“ Wenn das mal keine (neuerliche) Drohung war. ■

Dr. Rainer Werning, Politikwissenschaftler und Publizist mit dem Schwerpunkt Südost- und Ostasien, ist Lehrbeauftragter am Institut für Orient- und Asienwissenschaften der Universität Bonn.

Sénégal

Le Forum Social Mondial de Dakar... A l'heure du bilan

Le Forum Social Mondial s'est tenu à Dakar du 06 au 11 février 2011. Malgré un démarrage dans la confusion, cette onzième édition a réuni plus de 50 000 personnes et a finalement été une réussite. L'actualité ne pouvait d'ailleurs pas mieux tomber. Le départ de Moubarak au cours du Forum a suscité de grandes vagues d'espoirs, renforçant ainsi la conviction des militants, celle qu'un autre monde est résolument possible ! Anne Goetz de Frères des Hommes Luxembourg était présente et nous livre ses impressions.

Anne Goetz

Le Forum Social Mondial s'est tenu sur le campus universitaire Cheick Anta Diop à Dakar. Le comité d'organisation avait négocié avec le recteur de l'université la suspension des cours le temps d'une semaine, pour que les conférences puissent avoir lieu dans les salles de l'université. Or, à quelques semaines de l'ouverture du Forum, le président sénégalais, Abdoulaye Wade, a nommé un autre recteur à la tête de l'université dakaroise, ce qui a sévèrement compromis les accords qui avaient été conclus au préalable. Certains y ont vu là une preuve de la volonté de non-implication, voire de sabotage de la part de Wade dans cet événement d'envergure pourtant planétaire. Les salles n'étant plus disponibles, de nombreuses conférences ont dû être annulées les premiers jours. Ces problèmes d'ordre logistique ont généré de nombreuses frustrations auprès des participants venus des quatre coins de la planète ! Une nuit a cependant été suffisante pour voir des tentes sortir de terre et remédier finalement au manque d'infrastructures. Le manque de coordination de l'ensemble des activités se déroulant sur le campus est cependant indéniable. Certes des programmes journaliers regroupant l'ensemble des conférences étaient distribués à la levée du jour, mais la quantité de programmes imprimés puis distribués n'était pas à la hauteur du nombre total de participants. Par ailleurs, les horaires et lieux n'avaient pas toujours été mis à jour



► Le Forum Social Mondial 2011 à Dakar a réuni plus de 50 000 personnes.

malgré les changements.; le manque de communication est évident... De nombreux étudiants n'étaient pas au courant de la tenue de cet événement au sein même de leur campus ! Mais ils ont été aussi nombreux à rejoindre le train en route et à participer à quelques conférences, durant lesquelles ils ont aussi pu faire entendre leurs voix. Ils se sont appropriés les lieux pour diffuser leurs revendications et attirer l'attention sur les conditions précaires dans lesquelles ils préparent leur avenir. Le forum a été le siège de nombreuses protestations, certaines dénonçant la situation des non-orientés sénégalais qui face au manque de places dans les universités sénégalaises, se retrouvent à

Dakar avec un bac en poche, mais sans avenir ! D'autres manifestations spontanées exprimaient leurs solidarités avec les peuples égyptien et tunisien. Il est cependant regrettable de constater que des violences ont aussi éclaté entre sahraouis et marocains, ces derniers ayant tenté de saboter plusieurs conférences plaidant pour l'autodétermination et l'indépendance du Sahara occidental.

Cette cacophonie en termes de logistique a cependant eu son avantage, dans le sens où elle a permis aux étudiants dakarois de se mélanger aux militants du monde entier et a donc contribué à la tenue d'un forum ancré dans sa réalité... contrairement à d'autres forums qui se sont déroulés à l'écart du centre ville,

excluant ainsi la participation de la population locale. Celui de Nairobi en 2007 s'est par exemple déroulé sur un stade entouré de grillages à l'extérieur de la ville, renvoyant aux kenyans l'image d'un rassemblement de militants élitistes refaisant le monde et discutant de problèmes en l'absence des premiers concernés.

Une avancée politique sur des thématiques cruciales

D'un point de vue plus politique, il faut reconnaître que ce forum a encore une fois constitué une plate-forme de réflexion, de renforcement des luttes, de convergence des résistances en faveur d'une justice sociale. Pour cette onzième édition, les altermondialistes ont fédéré leurs énergies autour de plusieurs grandes thématiques ; la diaspora et la migration, les femmes et les jeunes ont occupé le devant de la scène. Trois populations très souvent marginalisées, qui peinent à faire entendre leurs voix alors

qu'elles représentent des enjeux majeurs pour la construction d'un autre monde. Par ailleurs, une place particulière a été accordée aux luttes qui sont menées en Afrique, ainsi qu'aux revendications que portent ses mouvements sociaux. Mais d'autres sujets ont fait la une des conférences du Forum Social Mondial, tel l'accaparement des terres arables et la menace grandissante de la souveraineté alimentaire au Sénégal comme partout ailleurs. ENDA Graf, un partenaire de longue date de Frères des Hommes, a co-organisé plusieurs conférences sur cette thématique, conférences qui ont vu l'émergence d'un plaidoyer d'envergure mondiale à l'encontre de l'accaparement des terres.

Et le rôle des ONG du „Nord“ dans tout ça ?

Chaque nouvelle édition du Forum fait cependant l'objet de critiques, l'une des plus récurrentes étant le „militantisme élitiste“ qu'il incarne. Des milliers

d'intellectuels se réunissent pour débattre de problématiques en l'absence des populations de la base, protagonistes pourtant directement concernés. Il n'y a qu'à constater le nombre disproportionné de participants en provenance du „Nord“ pour légitimer cette critique. Ce reproche interroge forcément le rôle des ONG, massivement représentées au Forum de Dakar. Peut-être consiste-t-il à „se battre pour le changement politique, qui consiste aussi à inciter les citoyens européens à interpellier leurs politiques. Au Sud, l'ONG ne doit pas prendre la parole à la place des populations locales, mais elle doit la leur donner ! Elle doit les informer quant aux canaux à exploiter pour défendre leurs droits et leur dignité et pour les accompagner vers l'autonomie“ comme nous l'indique Hélène Ryckmans de l'association belge, Un Monde Selon les Femmes. ■

Anne Goetz est collaboratrice de Frères des Hommes Luxembourg.



Photo: Michel Dubois / CNCD-11.11.11

Interview mit Marianne Klute

Papua: Wälder, Menschen, Ausverkauf

Die Vereinten Nationen haben das Jahr 2011 zum Internationalen Jahr der Wälder ausgerufen. Nach ihren Schätzungen gehen jährlich weltweit 130.000 km² Wald verloren. Schuld daran sind die Nachfrage nach Tropenholz und Bodenschätzen, die Umwandlung in Acker-, Weide- und Plantagenflächen sowie menschliche Infrastrukturen und Siedlungen. Ein Interview mit Marianne Klute von der Umwelt- und Menschenrechtsorganisation Watch Indonesia!

■ Neben den tropischen Regenwäldern des Amazonas und Afrikas beherbergt Indonesien die letzten intakten Regenwälder der Erde. Während diejenigen auf Sumatra und Borneo in den letzten Jahrzehnten größtenteils legalen und illegalen Rodungen zum Opfer gefallen sind, stehen nun die Wälder Papuas vor dem Ausverkauf. Wie sieht die Situation in Papua aus?

Marianne Klute: Papua ist die letzte Front der Holzindustrie, nachdem der Regenwald von Sumatra und Borneo so gut wie abgeholzt ist. Auf Sumatra ist der Wald in den vergangenen 30 Jahren riesigen Akazien- und Ölpalmenplantagen gewichen, auf Borneo setzte die Zerstörung etwas später ein. Heute sind dort alle erreichbaren Wälder verschwunden und die Holzindustrie ist inzwischen bankrott.

Im Vergleich zu Sumatra sind auf Borneo deutlich weniger Ölpalmen angepflanzt worden, auch weil der nicht-vulkanische Boden unfruchtbar ist. Fliegt man über Borneo, so schockieren die weiten kahlen Flächen, mit Inseln von Plantagen dazwischen. Tropischen Regenwald sieht man nur auf Bergen.

Deswegen ist die Holzindustrie längst nach Papua abgewandert, das vor einer Generation noch zu drei Viertel mit intakten Wäldern bedeckt war. Seit den 1980er Jahren gibt es großflächige Holzeinschlagskonzessionen auf Papua. Blickt man auf die Karte mit diesen Konzessionen, so wird deutlich, dass alle erreichbaren Wälder an Holzfirmen vergeben sind, vor allem im Vogelkopfgbiet und im flachen Süden. Das bekannteste Holz aus Papua ist Merbau.



Photo: flickr.com

► Nachdem die Regenwälder in Borneo und Sumatra so gut wie abgeholzt sind, rückt jetzt die Region Papua in das Blickfeld der Holzindustrie.

Seit 2001 wird massiv eingeschlagen, davon sind 90% illegal. Holzkonzerne aus Indonesien, Malaysia, Korea und China sind über Papua hergefallen, um den Weltmarkt mit Tropenholz und Holzprodukten zu versorgen. Allein in der Provinz Hainan sind seither Hunderte von Holz verarbeitenden Betrieben entstanden, die das Holz aus Papua verarbeiten und exportieren.

Der Holzrausch und der illegale Holzeinschlag haben derart extreme Ausmaße angenommen, dass die indonesische Polizei bereits mehrfach Razzien durchgeführt hat, mit dem Ergebnis, dass heute überall in Papua

Halden von Merbau verrotten. Auch hat die Provinzregierung vor drei Jahren den Export von unverarbeitetem Holz eingeschränkt. Das hat allerdings wenig genutzt, denn die Holzkonzerne finden Mittel und Wege, das Holz trotzdem aus dem Land zu schaffen. Insgesamt gesehen hat Papua in dem letzten Jahrzehnt so viel Wald verloren wie niemals zuvor.

Für die einheimische Bevölkerung ist dieser Verlust mehr als nur Umweltzerstörung. Die meisten leben im und vom Wald; er ist die Basis ihrer Existenz und ihrer Kultur. Die Papua sagen: Der Wald ist unsere Mutter. Das drückt genau

das Gefühl aus, das sie empfinden: den Verlust ihrer Nahrungsquelle und ihrer Identität.

Seit 2007 hat sich die Situation verändert. Aus der letzten Front der Holzmafia will man eine Agropolitan. Papua soll nach dem Willen der indonesischen Regierung für die Agroindustrie erschlossen werden und die Welt mit Palmöl und Reis versorgen. Vorher gab es bereits einige, wenige Plantagen mit Kakao und Palmöl. Diese sind von Migranten von anderen indonesischen Inseln erschlossen worden. Ihnen, meist armen Landlosen von der Insel Java, wurde Land versprochen. Dieses mussten sie erst roden, um dann später als Kleinbauern oder Plantagenarbeiter auf einer Ölpalmenplantage zu arbeiten. Doch diese alten Plantagen sind äußerst unproduktiv. Das kann an den Bodenverhältnissen liegen, aber auch am mangelhaften Management. Wie auch immer, Palmöl und Kakao aus Papua waren mengenmäßig nicht relevant.

Jetzt aber kaufen Agrarunternehmen

in großem Stil Land in Papua auf, hauptsächlich für Palmöl. Der berühmte Konzern Sinar Mas hat 80.000 Hektar bei der Hauptstadt Jayapura gekauft und weitere 50.000 im Süden bei Merauke. Dort im Süden entsteht gerade ein so genanntes Integrated Food and Energy Estate, halb so groß wie der gesamte Bezirk. Das Projekt ist ein besonderes Anliegen von Präsident Yudhoyono, der damit die javanische Bevölkerung mit Reis und die Industriestaaten mit Palmöl versorgen will. Im August 2010 war die feierliche Eröffnung des Estates. Sobald die ersten Verträge unterzeichnet waren, begann man mit der Abholzung. Wenn dieses Projekt komplett realisiert wird, ist der Wald im Süden weg. Gerade hier hat der Tropenwald mit den asiatischen Wäldern wenig gemein. Der Einfluss Austronesiens drückt sich in Flora und Fauna aus: es gibt Eukalyptuswälder, Trockenwälder und Savannen. Hier leben Baumkängurus. Hier sind auch Sümpfe, zum Beispiel in dem bekannten Asmat-Gebiet. Völlig andere Ökosysteme als auf Borneo oder Sumatra, und aus ökologischer Sicht ist ein Mega-Reis-Ölpalmenprojekt zum Scheitern verurteilt.

Im Vogelkopfgebiet schlägt gerade der Konzern Medco-Energy 45.000 Hektar intakten Regenwald ab, und an der Nordküste ist es ähnlich: Konzerne kaufen den Wald, schlagen ihn in rasantem Tempo kahl und setzen sofort Ölpalmen ein.

■ *Die weltweite Nachfrage nach billigem Palmöl für die Nahrungs-, Waschmittel- und Kosmetikindustrie hat Indonesien mittlerweile zum Weltmarktführer in diesem Sektor, zum drittgrößten globalen CO2-Emittenten und zu einem Hauptverursacher der Waldzerstörung gemacht. Wie sehen die weiteren Pläne der indonesischen Politik aus?*

Papua ist die Region, in der die indonesische Regierung noch „ungenutztes“ Land vermutet. Sieben Millionen Hektar

Plantagen für Ölpalmen sollen insgesamt hier entstehen. Das ist nur ein Teil der gesamten ehrgeizigen Pläne, die 2006-2007 in Reaktion auf die Biosprieteuphorie entstanden sind. Innerhalb kürzester Frist wurden die gesetzlichen Rahmenbedingungen für Privatinvestoren geschaffen. Ziel ist der Ausbau der Plantagen bis 2025 auf 26 Millionen Hektar, davon 7 Millionen Hektar in Papua und 10 Millionen Hektar auf Borneo.

Die Größenordnung von 7 Millionen Hektar in Papua deckt sich in etwa mit dem leicht zugänglichen Wald, der, nach der indonesischen Formulierung, für die „Konversion“, also die Umwandlung in Agrarflächen vorgesehen ist. Das ist eine äußerst akute Bedrohung für den Wald Papuas, der über einen außergewöhnlichen Reichtum an endemischen und vielfach noch unerforschten Arten verfügt.

Seit 2007 wird auf Borneo, Sulawesi, Sumatra und Papua massiv für Palmöl abgeholzt. Resultat ist, dass Indonesien die Anbaufläche von 5,6 Millionen Hektar auf 9 Millionen Hektar gesteigert und entsprechend die Produktion von Palmöl erhöht hat.

Nach der Entwaldung wird häufig das Restholz abgebrannt, und jedes Jahr von Mai bis November liegen Sumatra und Borneo unter dicken Rauchwolken. Das schlimmste Feuerjahr war 1997, als die CO2-Emissionen aus Indonesien 30 % der globalen Emissionen ausmachten. Indonesische Umweltverbände beschuldigen die Plantagenunternehmen, für 80 % der Waldbrände verantwortlich zu sein. Auch die Bevölkerung rodet den Wald mit Feuer, hauptsächlich weil sie von den Megaplantagen von ihrem Land verdrängt wird und eine neue Existenz sucht. Papua ist bisher von dramatischen Waldbränden verschont geblieben, denn so riesige degradierte Flächen und Monokulturen gibt es noch nicht. Das kann sich aber schnell ändern, wenn die Entwicklung nicht schnellstens gestoppt wird.

Gefragt wird die Bevölkerung nicht,



Photo: swiss-image.ch/Photo by Moritz Hager

► Die Abholzung der Wälder ist Teil der Strategie von Indonesiens Präsident Yudhoyono.



Photo: David Gilbert/RAN

► Die Regenwälder Indonesiens weichen riesigen Palmpflanzungen, die billiges Pflanzenöl für die Industrieländer produzieren.

ob sie ihr Land abgeben und selbst Ölpalmenbauer werden will. Die Rechtslage erlaubt es dem Staat, über das Land zu verfügen, d.h. es an die Unternehmen langfristig zu verpachten. Dagegen sind die Landrechte der Indigenen und der lokalen Bevölkerung nicht geschützt. Gerade auf Borneo und in Papua bedroht die Expansionspolitik die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte der Indigenen.

■ *Das Etikett des Umweltsünders will sich Indonesien trotz allem nicht anheften lassen. Es ist deshalb dem UN-Waldschutzprogramm REDD 3 beigetreten. Was darf man sich von dieser Initiative für den Schutz der Wälder und den Erhalt der Artenvielfalt erhoffen?*

Wenig. Allein die Größenordnung der gegenwärtigen und zukünftigen Abholungen für Palmöl und andere Agrarkommoditäten übertrifft sämtliche potentiellen REDD-geschützten Wälder. Emissionen können nur reduziert werden, wenn die Wälder wachsen. Es reicht nicht, ein paar Prozent von der Entwaldung auszunehmen. Auch zum Erhalt der Artenvielfalt bedarf es zusammenhängender Räume. REDD-Projekte sind nicht die Lösung. Andererseits bewirkt REDD ansatzweise ein Umdenken der indonesischen Umweltpolitik. Wenn nun auch der Forstsektor mitzieht und den Wald nicht nur monetär bewertet, wäre schon einiges gewonnen.

Doch mit REDD sind eine Reihe anderer Aspekte verbunden, auch solche,

die aus menschenrechtlicher Sicht sehr problematisch sind. 20% der indonesischen Bevölkerung ist existenziell vom Wald abhängig. Wenn REDD-Projekte ihr den Zugang verwehrt, besteht die Gefahr, dass ein beachtlicher Teil der Bevölkerung marginalisiert wird oder in den städtischen Slums landet. Im Grunde sehe ich das Hauptproblem bei REDD ähnlich wie bei Holz und Palmöl: die Menschen verlieren ihr Land und damit ihre Existenz. ■

Das Interview führte Barbara Böhme, Sprecherin der Bürgerinitiative „Kein Strom aus Palmöl!“

Manifestations

Crise politique en Egypte

L'Egypte était en pleine crise politique, lors de la manifestation de soutien au peuple égyptien. Au milieu d'environ deux cents manifestants d'origines les plus divers, le 5 février à la place Clairefontaine à Luxembourg-Ville, eurent lieu les discours de différents partis et organisations pour réclamer le départ du président Hosni Moubarak, qui entamait alors sa trentième année à la tête du pays.

Frederico Majerus

Diverses associations ont soutenu les protestations de la place Tahrir alors actives depuis des semaines, dans la détermination d'exiger une transition démocratique en ces terres stratégiquement si bien placées.

La situation en Egypte de l'ère Moubarak - ensemble avec l'Arabie Saoudite et la Jordanie le principal pays arabe allié des Etats-Unis - s'est dégradée depuis la grève générale de 2008, dans laquelle les manifestants protestaient déjà contre la hausse des prix et la paupérisation de la société. La structure de celle-ci aurait pu être représentée sous forme d'une pyramide, puisqu'une grande partie des capitaux étrangers et locaux maintenaient une minorité au sommet. Les rangs privilégiés de cette société devaient leur part des richesses à un clientélisme généralisé et aux puissances occidentales, dont ils bénéficiaient d'aides civiles et militaires importantes. Les médias et l'armée égyptiens par exemple, sont pour la plupart financés par des institutions nord-américaines.

Le président Barack Obama, selon un article de Washington AP, „... a tenté l'impossible face à la crise égyptienne : séduire une population soulevée contre régime autoritaire de trente ans, toute en assurant un allié clé de son soutien...“. Car là se trouvait justement le dilemme de l'administration démocrate, le choix entre l'opposition majoritaire qui pourrait changer le statut géopolitique égyptien des trente dernières années, ou le pouvoir minoritaire qui maintiendrait la stabilité au grand

souhait de Washington. Les opinions sur cette situation divergeaient, car une partie des voix craint en cette région si mouvementée l'influence iranienne ou l'influence des groupements religieux fondamentaux, comme les Frères Musulmans. Une chose est claire: depuis que Moubarak a quitté l'Egypte pour s'exiler au pays des dix mille princes à Ryad, le secrétariat d'Etat se doit d'être davantage actif pour garder un modèle semblable à l'ancien. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait exprimé le 31 janvier „... sa crainte que la situation en Egypte ne favorise l'accès des islamistes au pouvoir... qu'une oligarchie religieuse fanatique n'est pas mieux que le manque de démocratie...“ selon l'agence de presse EFE. L'Etat israélien avait reconnu la désignation du général Omar Suleyman comme vice-président et éventuel successeur, avant l'arrivée du président par intérim actuel Hussein Tantawi. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est retrouvé en Egypte et en Tunisie après la chute des présidents et pendant le référendum pour réformer la constitution, afin de „soutenir“ la transition démocratique. Ces soutiens made in USA perdent de l'ampleur dans la région mondiale qui permet de nourrir leur mode de vie de consommation massive; ils utilisent 25% de l'énergie à échelle globale pour une part de seulement 4% de la population mondiale.

Parler de „révolutions“ et „révolutions exportées“, comme on a pu l'entendre dans les médias et sein de l'opinion publique, est une mauvaise interprétation d'un réel processus révolutionnaire „conventionnel“ oublié de nos jours, et qui déguise une toute

autre réalité. Bien que plusieurs points communs se retrouvent dans divers pays arabes (chefs d'états au pouvoir depuis des décennies, inflation, chômage et corruption), les éléments ayant permis de les maintenir sont divers, et ce ne sera pas un simple nouveau président et quelques réformes qui permettront de mettre en place des systèmes réellement démocratiques. Des faits qui par le manque d'informations utiles des médias de masse doivent être dépassés. On nous parle de révolutions de jasmin et on met à l'ombre la cause Palestinienne ou la cause du Front Polisario, déchiré par des attaques cachées du gouvernement marocain. Sans oublier la forte liaison entre le sort de l'Iraq et celui de la Lybie. C'est dans cette mouvance que l'on pourrait inclure les manifestations contre l'intervention des Etats-Unis en Iraq de 2003, contre l'agression israélienne au Liban de 2006 et la manifestation de soutien à la Palestine contre la répression à Gaza de 2009.

En ce moment, la peur des immigrés nous envahit également en Europe, les effets néfastes de la crise commencent à faire effet. Les partis d'extrême droite prennent de l'expansion. Il est certain que le futur ne nous promet pas de bons moments si nous ne réagissons pas, car un autre facteur nous quitte de plus en plus: les peuples ont aussi le droit à la vérité. ■

Swasiland

Reicher Köng, armes Land

Obwohl das südostafrikanische Swasiland in einer schweren Haushaltskrise steckt, hat die Regierung das Budget von König Mswati III., dem reichen und letzten Monarchen des Kontinents, kräftig aufgestockt.

Mantoe Phakathi

Und das ausgerechnet in einem armen Land. Neue Zahlen belegen zwar, dass die Armut zwischen 2001 und 2010 um sechs Prozent gesunken ist. Die Situation der ärmsten Menschen, die immerhin 30 Prozent der Bevölkerung ausmachen, ist hingegen gleich geblieben. Mehr als 160.000 Swasis sind von Nahrungsmittelhilfe abhängig, belegt einer Studie über die Einkom-

mensverhältnisse der Bevölkerung. Vom Wirtschaftswachstum hätten die Armen im Lande nicht profitiert, heißt es in im ‚Swaziland Household Income and Expenditure Survey‘.

Für den diesjährigen Haushalt stehen der Regierung ganze 1,2 Milliarden US-Dollar zur Verfügung. Angesichts dieses Notbudgets fallen die Kürzungen der ausländischen Finanzmittel besonders stark ins Gewicht. Hart trifft Swasiland vor allem der Rückgang der Exporteinnahmen der Südafrikanischen

Zollunion (SACU) im Zuge der globalen Finanzkrise. So sanken die Einkünfte der aus Botswana, Lesotho, Namibia und Swasiland bestehenden Gemeinschaft von über 700 Millionen Dollar 2009/2010 auf 400 Millionen Dollar 2011/2012. Vor den Exporteinbrüchen hatte Swasiland mit seinem Anteil einst 60 Prozent seines Haushaltes finanzieren können.

Pat Muir, erster Staatssekretär im Bildungsministerium, gibt der Länderklassifizierung der Weltbank eine Schuld an der schwierigen Lage in Swasiland. Eingestuft als Land der unteren Mittelklasse werde Swasiland nicht die Hilfe zuteil, die es brauche, so Muir. „Immer wenn wir um internationale Hilfe ansuchen, sagt man uns, dass wir für diese Art der Hilfe nicht arm genug sind.“

Große Einkommensunterschiede

Die Klassifizierung ergibt sich jedoch aus der ungleichen Verteilung des Wohlstands im Königreich. Obwohl die Elite des Landes einschließlich des Königs nur zehn Prozent der Bevölkerung ausmacht, kontrolliert sie 60 Prozent des nationalen Reichtums. Das US-amerikanische Wirtschaftsmagazin ‚Forbes‘ zählte König Mswati 2009 zu den wohlhabendsten Royals der Welt. Neben 100 Millionen Dollar soll er über zehn Milliarden Dollar verfügen, die sein Vater, der ehemalige König Sobhuza II., für ihn in einen Fonds eingezahlt hat. Die swasische Regierung hat diese Angaben nie bestritten.

Trotz der Haushaltskrise wurde das Budget des Monarchen von 24 Millionen Dollar 2010 auf 30 Millionen Dollar 2011 erhöht. Gleichzeitig hat der internationale Währungsfonds (IWF) dem Land nahe gelegt, die Gehälter der Staatsbedien-



Photo: Wikimedia Commons

► Mswati III, König von Swasiland, ist einer der reichsten Royals der Welt, wohingegen 30% seiner Untertanen in bitterer Armut leben.

Swasiland

steten um fünf Prozent zu verringern oder Löhne über einen Zeitraum von drei Jahren ganz einzufrieren, um die höchsten Haushaltskosten der Region um jährlich fünf Prozent zu drücken.

„Unsere Staatsbedienstete müssten sich in einem solchen Fall entscheiden, ob sie sich mit 90 Prozent ihrer Gehälter zufrieden geben oder nichts bekommen, sollten sie an ihren Gehältern festhalten“, erklärte Finanzminister Majozi Sithole.

Die Weltbankklassifizierung stellt auch für die zivilgesellschaftlichen Organisationen Swasilands ein Problem da. Wie Emmanuel Ndlangamandla, Leiter von der Vereinigung swasischer Nichtregierungsorganisationen CANGO, berichtet, nimmt die Hilfe für Swasiland seit den 1990er Jahren ab. Viele Organisationen hätten deshalb ihre Operationen zurückfahren müssen.

Verbreitete Korruption

Ein weiteres Problem in Swasiland ist die verbreitete Korruption. „Die Geber werfen der Regierung vor, dass sie jedes Jahr den Geburtstag des Königs ausrichtet, aber nichts für die Armen tut“, so Khangezile Dlamini, Generalsekretärin des Rats der Swasischen Kirchen (CSC). Trotz der Haushaltskrise will die Regierung auch Mswatis diesjährigen Geburtstag am 19. April begehen. Die CSC hingegen musste ein Projekt einstellen, dass armen Gemeinden den Zugang zu Brunnenwasser in den Dürregebieten ermöglicht.

Nach Schätzungen Sitholes verschlingt die Korruption jeden Monat elf Millionen Dollar. „Wir beobachten zudem, dass die Behörden zu viel Geld für Unsinnigkeiten ausgeben.“ So werden teure ausländische Autos angeschafft, die dann nur für die Fahrt auf den geteerten Straßen des Landes verwendet werden. ■

Mantoe Phakathi ist Korrespondent für IPS.

Kultur- und Kreativmarkt krisenresistent

Das UN-Entwicklungsprogramm (UNDP) und die UN-Konferenz für Handel und Entwicklung (UNCTAD) empfehlen den Entwicklungsländern in einen neuen Bericht ihre Kräfte und Ressourcen in die Kunst- und Kreativwirtschaft zu investieren.

Kanya D'Almeida

Das UN-Entwicklungsprogramm (UNDP) und die UN-Konferenz für Handel und Entwicklung (UNCTAD) empfehlen den Entwicklungsländern in einen neuen Bericht ihre Kräfte und Ressourcen in die Kunst- und Kreativwirtschaft zu investieren.

Wie aus dem ‚Creative Economy Report 2010‘ hervorgeht, war die Industrie offenbar gegen finanzielle und wirtschaftliche Krisen gefeit. Obwohl das Finanzdebakel von 2008 den internationalen Handel um zwölf Prozent schrumpfen ließ, konnten die Marktflektuationen dem Kreativsektor wenig anhaben. Vielmehr verdoppelten sich

seine Einnahmen im Zeitraum 2002 bis 2008 auf 592 Milliarden US-Dollar.

Die Kultur- und Kreativwirtschaft ist ein Wirtschaftszweig, der mit künstlerischen und kulturellen Gütern (Kulturwirtschaft) und Ideen in Verbindung mit technologischer, innovativer und wissenschaftlicher Kreativität (Kreativwirtschaft) Gewinne erzielen will. Innerhalb von sechs Jahren (2002-2008) konnte sie ein jährliches Wachstum von 14 Prozent vorweisen.

Entwicklungsexperten zufolge sollten gerade arme Länder dieses enorme Potenzial der Industrie nutzen. „Allerdings ist ein besseres Verständnis für die Dynamik menschlicher Kreativität und Ideen für die Süd-Süd-Zusammenarbeit und die Wirtschaftsentwicklung des globalen Südens erforderlich“, meinte Kenias ständige Vertreterin bei den Vereinten Nationen Josephine Ojiambo, die dem hochrangigen Komitee für Süd-Süd-Zusammenarbeit der UN-Vollversammlung vorsitzt.

Dem am 30. März veröffentlichten UN-Bericht zufolge leistet der Süd-Süd-Handel einen wichtigen Beitrag zur Weltwirtschaft. Er erzielte im Zeitraum 2002 bis 2008 mit fast 60 Milliarden Dollar ein Wachstum von 20 Prozent. Gleichwohl exportierte der Süden 2008 Kreativgüter im Gesamtwert von 176 Milliarden Dollar. Das entspricht einem Anteil von mehr als 40 Prozent am internationalen Handel der Kultur- und Kreativindustrie. ■

Kanya D'Almeida ist Korrespondentin für IPS.



► Der Bericht ‚Creative Economy Report 2010‘ ist erhältlich unter www.unctad.org.

Vietnam: Atompläne werden fortgesetzt

In Südostasien stößt Vietnam mit der Ankündigung, den Bau von Kernkraftwerken auch nach der Atom-Katastrophe in Japan zügig voranzutreiben, auf Befremden. Wie Vietnams Vizeminister für Wissenschaft und Technologie, Le Dinh Tien, unlängst auf einer Pressekonzferenz erklärte, „werden die Infor-

mationen und Bewertungen der Explosionen in Anlage eins in Fukushima den vietnamesischen Behörden dabei helfen, adäquate Atomkraftwerke für das Land zu entwickeln.“ Bis 2031 will Vietnam dann insgesamt acht Atomkraftwerke am Netz haben, um den steigenden Energiebedarf des Landes zu decken.



Photo: flickr.com

Indien: Kampagne zum Schutz von Generika

In Indien hat die Zivilgesellschaft die Regierung aufgefordert, sich jedweden Forderungen nach einer Aufnahme von Patentrechten in das bevorstehende Handels- und Investitionsabkommen mit der EU zu widersetzen. Ansonsten bestehe Gefahr, dass preiswerte Nachahmerpräparate (Generika) vom Markt

verschwinden. Das Übereinkommen über handelsbezogene Aspekte der Rechte am geistigen Eigentum der Welt handelsorganisation sei schon schlecht genug, doch das bilaterale Abkommen könnte sich als noch verhängnisvoller für den indischen Gesundheitssektor erweisen, warnt die Zivilgesellschaft.



Photo: flickr.com

Haiti: Vergewaltigungen an der Tagesordnung

Rund 14 Monate sind seit dem verheerenden Erdbeben auf Haiti vergangen, doch die sexualisierte Gewalt in den mehr als 1.000 Flüchtlingscamps nimmt kein Ende. Eine in März durchgeführte Untersuchung ergab, dass in 14 Prozent aller befragten Haushalte mindestens ein Mitglied seit dem Erdbeben sexuell

belästigt und/oder vergewaltigt wurde. „Mangelhafte Beleuchtung, fehlende Patrouillen und die Unverschießbarkeit der Unterkünfte setzen die Frauen und Mädchen einer schier unerträglichen Unsicherheit aus“, berichtet Annie Gell vom Bureau des Avocats Internationaux in Port-au-Prince.



Photo: UN-Photo

Israel: Drohung bei Anerkennung Palestinas

Israel hat dem UN-Sicherheitsrat und der EU mit „unilateralen Maßnahmen“ gedroht, sollte die UN-Vollversammlung Palästina im September zum unabhängigen und souveränen Staat erklären. Gemutmaßt wird, dass mit solchen Aktionen der Anschluss größerer, auf Palästinensergebiet gebauten israel-

ischen Siedlungen gemeint sein dürfte. Rund ein Dutzend lateinamerikanischer Staaten hat Palästina inzwischen als unabhängigen Staat anerkannt. Den Anfang machten Kuba, Nicaragua, Costa Rica und Venezuela, in den letzten Monaten folgten unter anderem Brasilien, Argentinien, Bolivien, und Chile.



Photo: wikimedia commons

Guatemala

Sur la belle route de Valle de Polochic... une histoire de massacres et de dépossession

En février dernier, une visite chez nos partenaires au Guatemala et au Honduras était l'occasion d'avoir des informations directes sur la situation du pays et le déroulement de nos projets. A côté des grandes inégalités, ce qui frappe le visiteur dans les deux pays, c'est la sensation généralisée d'insécurité et la violence sociale et politique qui affectent la vie quotidienne des gens et des organisations sociales.

Dilcia Figueroa

Pour ce qui est du déroulement des projets, il est toujours bien de constater le bon travail de nos partenaires dans un contexte si dangereux. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous aimerions cibler cet article sur la situation agraire conflictuelle au Guatemala. C'est un des thèmes qui nous a touchés le plus et auquel est confronté notre partenaire, le Comité de Unidad Campesina (CUC).

Accompagnées par des membres du CUC, nous nous sommes rendues à la Valle du Polochic (vallée irriguée par un fleuve de ce nom), à 460 kilomètres de la capitale, et qui s'étend dans les départements de Alta Verapaz et Isabal. C'est une très belle et riche vallée avec des terres magnifiques pour la culture et l'élevage, ce qui explique la lutte qui se livre dans cette région depuis la fin du XIX siècle autour de la propriété et l'exploitation de la terre. Depuis cette

époque, le modèle d'agriculture basé sur l'exportation a donné lieu à une accumulation des terres aux mains de quelques familles riches et l'exploitation de la main d'œuvre indigène par les grands propriétaires. Dans le passé, on cultivait la banane, le coton et le café. Aujourd'hui, c'est la canne à sucre et la palme africaine qui deviennent de plus en plus prédominants. Ils servent à la production, promue par le gouvernement, d'agro-carburants destinés au marché international.

La propriété de la terre : une situation d'injustice

Datant de la période de la colonisation, le problème de la distribution de la terre au Guatemala est bien connu, mais les dernières décennies, la situation s'est aggravée. Actuellement, 60% de la terre agricole sont détenus par les 1,5% des propriétaires et seulement 20% sont occupés par 90% des petits producteurs.

Cette situation injuste est à l'origine de la pauvreté de plus de la moitié des 13 millions d'habitants que compte le pays. Sept personnes pauvres sur dix vivent en zone rurale dont 6 sont d'origine indigène.

Depuis les années 1990, la globalisation et la demande de matières premières pour la production d'agrocarburants ont introduit une nouvelle dynamique. D'un côté, cela implique l'extension des monocultures comme celles de la canne sucre et de la palme africaine des grandes sociétés nationales et internationales. De l'autre côté, cela fait que de plus en plus de paysans sont devenus des salariés mal payés pour ces entreprises, au lieu de vivre de la terre. Certes, le gouvernement a mis en place un fond pour que les paysans puissent acheter la terre (Fondtierras). Mais d'après le CUC, cette initiative n'a pas aidé à résoudre le problème, mais a conduit à l'endettement des paysans, qui dans la plupart des cas ne peuvent pas faire face à cette dette.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le monde rural guatémaltèque soit confronté de plus en plus à une forte situation conflictuelle (plus de 1500 conflits en 2009 dont la plupart se trouvent dans le nord du pays), car les paysans se voient dans la nécessité de lutter pour récupérer leurs droits sur une terre dont ils ont été usurpés. Lors de notre visite à la vallée de Polochic, nous avons pu le constater par nous-mêmes.

Les 220.000 habitants de cette vallée, dont 89% sont des indigènes de l'ethnie Maya Q'eqchi, ont une longue et triste histoire de lutte pour la terre. C'est ici



Photo: ASTM

► C'est en milieu rural que la pauvreté est la plus accentuée au Guatemala.

qu'a eu lieu le terrible massacre de „Panzos“ en mai 1978, dans lequel, selon les paysans, plus de 100 paysans ont été assassinés par l'armée guatémaltèque. La Commission pour l'Eclaircissement Historique (CEH) a documenté 53 personnes mortes et 47 personnes blessées dans ce massacre. Depuis lors, les habitants ont vécu 61 autres massacres, (bien documenté par la CEH en 1998). Il est très émouvant d'écouter encore aujourd'hui des femmes raconter leur vécu lors de ces tristes événements. Elles élèvent leurs voix pour que justice leur soit rendue et pour avoir un hectare de terrain pour leurs enfants. Les hommes, eux, ont disparu en grande partie à cause de la répression.

13 conflits dans la vallée de Polochic

Lors de notre visite, accompagnées par notre partenaire le CUC, nous avons rencontré plusieurs familles touchées par cinq des 13 conflits qui affectent plus de 500 familles dans la vallée de Polochic. Elles occupent des terres qui ne sont pas cultivées et elles cherchent à les acheter. Il va de soit que les conditions de précarité de ces familles, y compris des enfants, sont vraiment indescriptibles. Ils n'ont ni terres ni logements.

Un des cas qui nous a beaucoup touchées est celui de la communauté de Belle Flor dont ses 32 familles sont confrontées au problème de l'expansion de la monoculture dans la région. Ces familles avaient négocié l'achat de la terre avec la propriétaire. Or, d'après le CUC, la raffinerie Azucar Chavil Utz'aj a offert un meilleur prix pour la location de la terre et le propriétaire a préféré cette option. Dès que la décision a été prise, les familles ont subi trois expulsions forcées, leurs cultures et leurs maisonnettes ont été détruites et des menaces à leur encontre ont été proférées. La situation est similaire à celle que nous avons trouvée dans les autres communautés visitées.

Après la mission, notre partenaire



► „Pour en terminer avec la pauvreté et la faim: Occuper, résister et produire“. Le CUC, partenaire de l'ASTM, aide les paysans à s'organiser face à la répression des grands propriétaires fonciers.

nous a envoyé des informations sur les derniers événements à ce sujet. Le 15 mars dernier, des forces de l'ordre et des paramilitaires au service du propriétaire de la raffinerie Chabil Utz'aj ont attaqué la Communauté de Miralvalle, laquelle nous avons également visité, rompant ainsi le dialogue établi début de l'année. Comme résultat, un paysan a été assassiné et cinq ont été blessés. 51 familles ont été expulsées par la force et leurs cultures et maisonnettes ont été détruites et brûlées.

Un projet pour récupérer les droits fonciers

Heureusement, il y a aussi des évolutions positives. Nous avons également visité la communauté de Papalha dans la même région, où 118 familles ont obtenu 231 hectares après des années de lutte, soit presque 2 hectares pour chaque famille. Actuellement, la problématique des conflits agraires fait l'objet d'une table de négociation entre le CUC et le gouvernement et il y a un

accord de non-agression, permettant ainsi la réalisation de notre visite.

Dans cette situation difficile, les paysans ont exprimé leur gratitude pour le travail du CUC et pour le soutien que lui donne l'ASTM. Le projet développé par le CUC vise à récupérer les droits fonciers à travers la formation, la sensibilisation et le soutien juridique et politique des communautés indigènes et paysannes. Il est implanté dans 6 régions du Guatemala: Huehuetenango, Solola et Chimaltenango, Quiché, Côte Sud et du Nord-Est Verapaz. Pour le volet de la formation, il concerne 216 dirigeants paysans et indigènes. En ce qui concerne la sensibilisation, plusieurs campagnes sur les droits du travail et les droits fonciers seront organisées. Ce projet est la continuation d'un travail commun qui a démarré en 2004 et qui a été prolongé pour deux périodes: de 2007 à 2009 et de 2010 à 2012. ■

Dilcia Figueroa est membre de l'ASTM.

Guatemala

La police nationale, les paramilitaires et les grands propriétaires blessent et assassinent des paysans

Quelques jours après le retour de Dilcia Figueroa et de Gabriela Caceres de mission en Amérique centrale, notre partenaire CUC du Guatemala a envoyé le communiqué suivant. Il dénonce des faits terribles qui venaient de se produire dans la vallée de Polochic, que les responsables de l'ASTM avaient visitées peu avant.

Communiqué du CUC

Les événements se sont produits le 15 mars, dans la vallée de Polochic. Les forces de sécurité et les paramilitaires ont attaqué des paysans, y compris des enfants et des vieillards, de deux communautés, Miralvalle et Agua Caliente de Telemán, pour les obliger à quitter leurs terres.

Alors que les paysans de la communauté de Miralvalle parlementaient pour avoir l'autorisation de faire la récolte des haricots et du maïs, les forces de sécurité et les paramilitaires, à la solde du propriétaire de la raffinerie Chabil Utzaj, sont entrés dans la communauté, ont commencé à tirer dans tous les sens et à lancer des bombes lacrymogènes sur la population, malgré la présence de femmes et d'enfants. Puis un tracteur a détruit toutes les cultures.

Le compagnon, Antonio Bed Ac, atteint à la tête, est mort sur le coup. D'autres compagnons ont été blessés par des tirs ou par les bombes lacrymogènes et 51 familles ont eu toutes leurs récoltes et leurs maisons détruites.

Le même jour, 20 patrouilles de la police nationale civile, 15 camionnettes et plus ou moins deux mille policiers, soldats, agents du ministère public et des groupes de choc armés de machette, pénétrèrent dans la communauté Agua Caliente de Telemán, et obligèrent les paysans à fuir en leur lançant des bombes lacrymogènes. Ils sont entrés dans les maisons, les ont brûlées ainsi que les champs de maïs. De nombreux paysans ont été blessés. Certains ont été capturés par la police et sont maintenant en prison.



Photo: CUC

Nous rendons Carlos Widmann, le propriétaire de la raffinerie Chabil Utzaj, Ricardo Díaz son gérant, ainsi que les chefs de la police et de l'armée qui ont mené les attaques contre les communautés K'ekchi's, responsables des morts, des blessés, des destructions des maisons et des cultures.

Nous rendons responsables le gouvernement de Colom et les fonctionnaires du Secrétariat de l'Agriculture et de la „table du dialogue permanent“ pour avoir trompé les communautés paysannes, vu que la veille, à cette table du dialogue, ils avaient reçu de la part des communautés, une proposition de solution du problème.

Nous condamnons la Banque d'Intégration d'Amérique centrale dont l'unique intérêt est de récupérer, taché du sang des indigènes et des paysans, l'argent prêté aux propriétaires de Chabil

Utzaj, et qui curieusement fut remis à la famille de la femme de l'ex-président Berger alors qu'il était au pouvoir, ce qui indique bien les niveaux de corruption et de trafic d'influence.

Nous exigeons que cessent les délocalisations, afin que les 800 familles des communautés puissent rester sur leurs terres et semer les produits qui assureront leur survie alimentaire.

Nous demandons aux organisations nationales et internationales qu'elles se solidarisent avec les familles expulsées et qu'elles condamnent les fonctionnaires de l'Etat guatémaltèque responsables de ces actions ainsi que la famille Widmann, propriétaire de la raffinerie Chabil Utzaj.

Comité de Unidad Campesina (CUC).
Traduit de l'espagnol par Monique Langevin.

Guatemala

Chronique d'un voyage au centre de l'Amérique

Gabriela Caceres, bénévole au groupe projets de l'ASTM, a accompagné la responsable Dilcia Figueroa pour la mission de suivi des projets en Amérique centrale. Voici ses impressions de voyage.

Gabriela Caceres

Je commence la journée en ouvrant la page web du journal espagnol „El País“ et l'image que j'aperçois, me déconcerte. Je n'arrive pas encore à lire l'intitulé (les mystères d'internet) mais je vois déjà une photo qui ressemble à un spectacle, peut-être une pièce de théâtre: six hommes assis sur un camion dont je ne vois que la partie supérieure. L'arrière-plan est complètement sombre et la lumière semble artificielle. Les hommes lèvent les bras, quelques mains forment le „V“ de la victoire, d'autres tiennent des fusils, un drapeau flotte d'un côté. Je me demande comment c'est possible que „El País“ donne à l'ouverture de son site web une info culturelle avec tout ce qui se passe actuellement dans le monde ! En lisant au bas de l'écran, je comprends : il s'agit de rebelles libyens qui fêtent la récente décision de l'ONU. Mais je n'arrive pas à me défaire de l'impression qu'il s'agit d'un grand spectacle et cela m'amène à cette réflexion que je tiens à partager avec vous.

J'ai été en mission au Honduras et au Guatemala pour le suivi des projets de l'ASTM en compagnie de Dilcia Figueroa, responsable des projets en Amérique latine. C'était début février et le froid était encore intense chez nous. J'ai donc été infiniment reconnaissante de pouvoir m'échapper vers le climat agréable de cette époque en Amérique Centrale. Ce furent des journées remplies de travail, de réunions et surtout d'entretiens. Écouter, écouter et essayer de comprendre, le cerveau toujours en éveil, résumer et mémoriser, reliant données, souvenirs, nouvelles informations. J'écris tout ce que je peux, sachant que les détails manqueront mais que je



Photo: ASTM

► „Je sens qu'ici le temps s'est arrêté, depuis quelques siècles au moins.“

n'oublierai pas l'essentiel : ce souvenir que l'on garde dans son âme telle que la photo du „spectacle libyen“. Ou la peur que tout le monde ressent au Honduras et au Guatemala. Peur d'être attaqué, menacé, racketté, séquestré, tué ou mutilé. Peur qu'on te licencie parce que le parti au pouvoir a changé ou qu'on t'engage mais qu'après tu dois payer pour ce travail. Peur qu'on t'envoie un tueur ou que tu tombes malade alors qu'il n'y a pas de sécurité sociale, peur d'être mis à la retraite... La vie est incertaine, la sécurité n'existe pas. Les vitres teintées des voitures restent toujours fermées. Les maisons sont entourées de murs sur lesquels s'élèvent des grillages et sur les grillages du fil barbelé. A San José, j'ai pu lire sur un mur „moi aussi ils m'ont trompé“ et j'ai eu la sensation qu'ici les choses sont - une fois encore - différentes.

Je rencontre des gens intelligents et intéressants, ayant des opinions, ayant des choses à raconter, engagés à fond : syndicalistes, avocats, féministes, éducateurs de base, jeunes en plein apprentissage, dirigeants sociaux... Certains avec cet engagement religieux de la conviction totale, d'autres avec une attitude moins dogmatique. Je sens qu'ici le temps s'est arrêté, depuis quelques siècles au moins. Parfois j'ai l'impression d'être entrée dans le tunnel du temps et je me demande si le langage et les discours, tout en paraissant déplacés à notre ère, ne gardent pas toute leur valeur scandaleuse dans ce contexte (comme en tant d'autres). De toute façon, il me semble évident que les personnes que je rencontre, vivent dans l'urgence, la lutte, le risque et la précarité permanente. Elles sont stressées, certaines plus grises que d'autres mais

toutes sont épuisées. Je réfléchis au pouvoir de guérison qu'a la tranquillité, le fait de ne pas avoir peur.

Au Guatemala, nous travaillons avec un de nos partenaires : un regroupement d'organisations paysannes (CUC) avec lequel a aussi collaboré à un moment donné la prix Nobel de la Paix, Rigoberta Menchú. L'organisation est grande, la maison aussi. Partout y circulent des paysans et des indigènes. Nous sommes reçues par le coordinateur général, un jeune homme aux traits indigènes, exceptionnellement grand. La réunion est presque une mini-conférence sur le conflit agraire dans le pays : chiffres, actions, défis. L'analyse du dirigeant est complétée par les interventions des autres coordinateurs. L'urgence se ressent.

Durant la réunion, nous recevons l'invitation. Ils veulent nous emmener au Nord du pays, à sillonner la campagne et à parler avec les paysans ayant pris possession des terres. La zone est sûre, nous disent-ils, „car maintenant il y a l'état de siège“. Ironiquement je pense:

„Ouf, quelle tranquillité, un système de sécurité contrôlé par l'armée, c'est du déjà vu pour moi !“ Nous mettons presque 8 heures à parcourir un peu plus de 300 km, dont plus de la moitié par un chemin de terre infernal. Il s'agit d'un territoire inhospitalier, à la chaleur humide mais à la végétation merveilleuse, sans routes ni lumières et moins encore de trottoirs. En traversant les petits villages, il faut éviter les piétons qui marchent un peu n'importe où. Cependant il vaut mieux passer rapidement sans s'arrêter - c'est plus sûr – me dit-on.

La zone subit différents conflits avec d'un côté les narcotraficants et de l'autre les grands propriétaires terriens. Au milieu se trouvent les paysans, indigènes de diverses ethnies mayas, peuplant cet endroit depuis des siècles. Ils se retrouvent entre l'enclume et le marteau. La vallée est très fertile et le paysage enchanteur. La terre semble donner de tout et plus encore. Mais les champs sont monopolisés par les monocultures, toutes destinées à l'industrie

des biocarburants. On y plante la canne à sucre et la palme africaine, tuant la terre et empêchant les paysans de cultiver les graines de base qui constituent leur nourriture historique. Ils ont occupé des terrains pour pouvoir manger. Sans terre les paysans ne peuvent pas exister.

Ils vivent dans la misère la plus totale, parlant à peine espagnol. J'entends pour la première fois leur langue, le queqchi. La conversation est difficile et entrecoupée mais on comprend ce qu'ils veulent dire. Ils parlent d'expulsions, de menaces, de chantages, d'assassinats. Péniblement quelqu'un explique en espagnol : „...nous ne mangeons pas la canne à sucre. Ce sont les animaux qui mangent la canne ! Nous, nous mangeons du maïs et des haricots“. N'y a-t-il personne pour comprendre ?

Dans une des communautés, nous sommes reçus par une procession et une pancarte : Famille des victimes du massacre de Panzós. Ce que les femmes racontent se laisse imaginer sans l'aide d'un interprète. Je me remémore la Cantate de la tuerie de l'école Santa Maria au Chili : „...3.500 sont morts l'un après l'autre...“. Ma collègue et moi-même sommes très émues au moment de les remercier. Les gens applaudissent et émettent un genre de petit cri collectif qui me paraît comme un amen.

Vient ensuite la fête! Ils nous gâtent avec tout ce qui leur manque. Apparaît le repas : du poulet cuit, des tortillas, du maïs, du riz et des haricots, du cacao à l'eau, du cacao non-raffiné qui a un goût de café. Cela me rappelle que le chocolat est originaire de cette région (et pas de Belgique ou de Suisse !). C'est le quatrième repas qu'on nous offre depuis le matin, néanmoins nous essayons d'y faire honneur. Au moins ici les gens ne nous entourent pas pour nous regarder manger comme cela a été le cas dans les communautés visitées précédemment. Et en avant la musique ! Les gens nous suivent et nous demandent de les prendre en photo : les bébés, les femmes, tout... Ils s'amusent en se voyant sur l'écran de la caméra. Je me sens comme



Photo: ASTM

► „Ils nous gâtent avec tout ce qui leur manque. Apparaît le repas : du poulet cuit, des tortillas, du maïs, du riz et des haricots, du cacao à l'eau, du cacao non-raffiné qui a un goût de café.“



Photo: ASTM

► „Nous ne mangeons pas la canne à sucre. Ce sont les animaux qui mangent la canne ! Nous, nous mangeons du maïs et des haricots“. Les petits paysans de la vallée du Polochic doivent faire place aux monocultures de canne à sucre destinées à la production d'agrocarburants.

les colonisateurs quand ils offraient de la pacotille en verre. Nous poursuivons le voyage et le même scénario se répète dans la communauté suivante. Cette fois nous sommes accompagnées par quelques paysans qui montent à l'arrière de notre camionnette. Si nous étions surpris par la tombée de la nuit, il valait mieux être accompagnés, expliquent-ils. Je les remercie pour le geste tout en me demandant que pourrait faire un groupe d'hommes et de femmes si petits face aux bandits tellement grands qui sévissent dans la région.

Cette semaine nous avons eu des

informations concernant cette communauté. En plein cours de négociations coordonnées par le gouvernement, leur expulsion a été décidée. Elle a eu lieu il y a quelques jours. Le communiqué indique que les forces de sécurité et les groupes paramilitaires ont exécuté l'action, dirigée par le patron et le gérant de la raffinerie. Vingt patrouilles de la police et quinze camionnettes de l'armée sont entrées et ont rasé chaumières, plantations et personnes. Un des occupants a reçu une balle dans la tête, plusieurs autres, hommes et femmes, ont été blessés. Les cultures ont été détruites

par un tracteur et les familles ont été expulsées... vers nulle part.

J'imagine qu'elles retourneront occuper des terres quand elles auront repris des forces. Finalement, elles n'ont rien, rien à perdre. Ce sont les pauvres du monde. Mais cette nouvelle ne fait pas la une des journaux. ■

Gabriela Cáceres est bénévole à l'ASTM et a participé à la mission en Amérique Centrale. Elle est originaire du Chili. Traduit de l'espagnol par Marie-Claire Aranda -Noël.

Relations UE-ACP

Il faut changer de cap dans les négociations APE !

Le lundi 07 mars, l'Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) et SOS Faim Luxembourg ont invité à une conférence de presse sur les Accords de Partenariat Economique (APE). Les négociations pour ces accords de libre-échange entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) sont déjà en cours depuis 2002 et démontrent l'échec de la politique commerciale de la Commission européenne envers les pays ACP.

Depuis quelques années, l'Action Solidarité Tiers Monde et SOS Faim Luxembourg sont liés par un accord cadre avec le Ministère des Affaires étrangères qui leur permet le financement de leurs partenaires ouest-africains. En même temps les deux associations de développement collaborent en matière politique, surtout en ce qui concerne les relations entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, les deux associations partagent leurs préoccupations par rapport aux négociations APE, dans lesquels 16 pays de l'Afrique de l'Ouest sont impliqués.

„Aussi bien l'ASTM que SOS Faim Luxembourg travaillent en Afrique de l'Ouest notamment avec des partenaires actifs en milieu rural. Ces organisations nous font régulièrement part de leur crainte : les APE pourraient mettre en péril leur souveraineté alimentaire“, explique Marine Lefebvre de SOS Faim Luxembourg. En effet, les APE prévoient que plus de 80% des exportations européennes pourront entrer sur le marché ouest-africain sans droits de douane, parmi lesquelles de nombreux produits agricoles. Les petits paysans locaux pourraient en faire les frais, puisqu'ils ne peuvent pas concurrencer avec la production subventionnée de l'Europe.

„Depuis 2002, l'UE négocie ces accords de libre-échange avec les pays ACP, accords censés favoriser le développement“, selon Marc Keup de l'ASTM. Mais les pourparlers n'ont plus connus d'avancée significative depuis la fin de l'année 2007, surtout parce que la Commission européenne campe sur des positions qui ne sont pas acceptables pour les pays ACP. Cette situation est à l'origine d'importantes tensions



Photo: ASTM

► Le Président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés, Ben Fayot, lors de la remise de l'étude par Marine Lefebvre (SOS Faim) et Marc Keup (ASTM).

diplomatiques, surtout entre l'Europe et l'Afrique, et a mené vers une fragmentation des relations commerciales entre les deux continents. „Les APE sont certainement un des plus importants échecs en matière commerciale dans l'histoire de l'Union européenne“, affirme Marc Keup.

Dans ce contexte, les deux associations appellent le gouvernement et la Chambre des députés à suivre plus intensément le dossier des APE et à intervenir

auprès de la Commission européenne en faveur d'un changement de cap, surtout que six des dix pays partenaires de la coopération luxembourgeoise sont directement impliqués. „Nous recommandons au gouvernement et à la Chambre des députés d'échanger avec leurs collègues de nos pays partenaires sur les négociations APE. Un partenariat ne comprend pas uniquement le financement de projets de coopération. Le Luxembourg doit également défendre

„Les APE sont certainement un des plus importants échecs en matière commerciale dans l'histoire de l'Union européenne“

les intérêts de ses pays partenaires sur un plan politique“, explique Marc Keup.

Afin d'encourager un débat sur cette question au niveau national, l'Action Solidarité Tiers Monde a commandité un papier de synthèse, qui permet de se familiariser avec les APE. Ce document a la vocation de permettre un accès facile à une matière assez complexe. Selon l'auteur Tobias Wildner, „le papier de synthèse passe en revue le déroulement des pourparlers depuis 2002, explique les principaux points de discorde et donne un aperçu sur différents scénarios possibles pour l'avenir“.

A la fin de la conférence de presse, le document a été remis à Monsieur Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés, le priant de s'impliquer davantage dans les négociations APE. „Je remercie les ONG pour ce travail fourni aujourd'hui et dans le passé, sans lequel les parlementaires seraient passés à côté de cette problématique importante. Il faut que les parlements nationaux jouent leur rôle et interpellent la Commission européenne, afin de trouver des solutions fines et nuancées qui permettent aux économies des pays ACP de s'intégrer dans le commerce mondial, tout en leur laissant la possibilité de protéger leurs marchés ruraux et la culture vivrière“, a affirmé Monsieur Fayot. ■

Communiqué conjoint de ASTM et SOS Faim Luxembourg. Le paper de synthèse sur les APE peut être téléchargé sur www.astm.lu.

Coopération luxembourgeoise

Une nouvelle loi pour la coopération

La Ministre de la coopération, Marie-Josée Jacobs, a déposé un projet de loi à la Chambre des Députés, qui vise à réformer la loi sur la coopération datant de 1996. Le projet est peu ambitieux.

Marc Keup

Alors que le programme gouvernemental de 2009 prévoyait explicitement la possibilité d'une réforme de la loi de coopération, la Ministre Marie-Josée Jacobs a longtemps hésité de se lancer dans les travaux. Il y a un peu plus d'un an, elle déclarait encore que „la version actuelle de la loi de 1996 n'entrave pas la liberté d'action du gouvernement“. La direction de la coopération n'a d'ailleurs jamais caché sa satisfaction avec la loi existante qui lui assure une marge de manoeuvre importante, mais finalement la pression de la Chambre des Députés et du Conseil d'Etat, ainsi que les déficits devenus trop apparents de l'ancienne loi, ont rendus indispensables une refonte.

La discussion sur une réforme de la loi avait été lancée par les députés socialistes Lydie Err et Marc Angel au printemps 2009. Leur proposition de loi prévoyait des modifications assez consistantes, introduisant entre autres les Programmes Indicatifs de coopération (PIC), les évaluations, l'aide humanitaire et le concept de la cohérence des politiques, augmentant le droit de regard du Parlement et mentionnant les communes comme acteurs de la coopération. Des modifications jugées trop consistantes par la direction de la coopération, qui n'a jamais fait mine de vouloir suivre la voie proposée.

Pourtant la proposition Angel/Err avait fait l'objet d'un avis plutôt favorable du Conseil d'Etat, émis en avril 2010. Dans les grandes lignes, l'institution consultative avait approuvé le texte, tout en proposant certaines modifications encore plus accentuées. Il avait même terminé son avis en recommandant

„au Gouvernement de reprendre sur le métier la loi sur la coopération au développement“, recommandation qui n'est certainement pas innocente dans le fait que la direction de la coopération ait finalement accouché d'une réforme au début du mois de mars 2011.

Une réforme minimaliste

Cependant il est discutable si on peut vraiment parler d'une réforme, les changements proposés étant plutôt cosmétiques. En gros, le projet de loi introduit l'aide humanitaire, redéfinit les objectifs de la coopération luxembourgeoise, enlève certaines formulations qui pourraient être en contradiction avec le droit européen et remplace certaines expressions qui ont mal vieilli. Il augmente la durée de l'agrément des ONG d'un an, mentionne les accords-cadres ainsi que les frais administratifs et change les règles pour les cotisations sociales des coopérateurs. La cohérence des politiques, les évaluations, les PICs, le rôle des communes ou les mandats accordés à certaines ONG sont d'autant d'éléments qui ne sont pas mentionnés.

Certainement, les ONG auraient encouragé la Ministre Jacobs d'aller un peu plus loin avec la réforme de la loi de la coopération, mais leur avis n'a pas été demandé. Le Cercle de coopération a simplement été informé du fait qu'une réforme était en cours d'élaboration et n'a pris connaissance du texte qu'après son dépôt au Parlement. Il reste à voir si la Chambre des Députés et le Conseil d'Etat se satisferont d'un projet de loi aussi minimaliste. ■

Marc Keup est membre de l'ASTM.

Cercle de Coopération

Quel est l'impact des ONGD sur le développement?

Pour les organisations de la société civile mondiales, l'année 2011 est marquée par une réflexion autour de l'efficacité de leur action pour le développement et culmine dans le 4ème Forum à Haut niveau qui aura lieu à Busan (Corée du Sud) en décembre 2011.

Christine Dahm

C'est une des questions typiques (et justifiée) des donateurs : „Mais est-ce que cet argent va servir à quelque chose ?“

Ce ne sont bien sûr pas uniquement les donateurs qui se posent cette question; et la question ne se limite pas à ce que les ONG font de l'argent qui leur est confié. L'analyse de l'efficacité se fait d'abord sur l'action elle-même de l'ONG - de l'aide qu'elle veut apporter.

Pour pouvoir déterminer l'efficacité de cette aide, il faut savoir si l'aide a eu un impact positif et si elle a atteint les résultats prévus.

La question de l'efficacité du développement va au-delà de cette efficacité de l'aide et pose la question si l'aide a contribué au développement en général. Les prestations des ONG doivent donc être évaluées en conséquence – en se demandant non seulement si leur aide a été efficace (efficacité de l'aide), mais si elle a promu le développement (efficacité du développement).

Déclarations de Paris et le forum d'Accra

La question de l'efficacité de l'aide n'est pas nouvelle. Le débat a été intensifié avec la Déclaration de Paris et le forum d'Accra.

La Déclaration de Paris, approuvée en mars 2005, est un accord international auquel une centaine de pays ont adhéré en s'engageant d'accentuer les efforts d'harmonisation, d'alignement et de gestion axée sur les résultats de l'aide. 5 principes ont été retenus :

(1) Appropriation (les pays en développement définissent leurs propres stratégies

de réduction de la pauvreté, améliorent leurs institutions et luttent contre la corruption);

(2) alignement (les pays donateurs s'alignent sur ces objectifs et s'appuient sur les systèmes locaux);

(3) harmonisation (les pays donateurs se concertent, simplifient les procédures et partagent l'information pour éviter que leurs efforts ne fassent double emploi);

(4) gestion axée sur les résultats (les pays en développement se concentrent sur les résultats souhaités et leur évaluation);

(5) responsabilité mutuelle (les donateurs et les partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement).

Le Programme d'action d'Accra a été adopté en 2008 et s'appuie sur les engagements pris dans la Déclaration de Paris. Il vise à accélérer des progrès faits avec la déclaration de Paris.

Implication de la société civile

Les déclarations de Paris et d'Accra étaient surtout des engagements des gouvernements, sans grande implication de la société civile. Lors du forum de l'Accra, l'implication de la société civile était déjà plus grande, mais il reste des différences de points de vue.

Quelles mesures les organisations de la société civile (OSC) prennent-elles pour accroître leur efficacité au regard du développement ? Les OSC de plus de 70 pays se sont dites résolues à entreprendre leurs propres démarches et à mener des consultations de manière à dégager les principes déterminants du secteur en vue du Forum sur l'Efficacité du Développement des OSC qui aura lieu à Busan en décembre 2011. Ces principes, confirmés en automne 2010,

sont désormais connus sous le nom de „principes d'Istanbul“.

Principes d'Istanbul

Les organisations de la société civile sont un élément vivant et essentiel de la vie démocratique des pays à travers le monde. Les OSC collaborent avec les peuples dans toute leur diversité et travaillent à promouvoir leurs droits. Les traits essentiels des OSC en tant qu'acteurs du développement à part entière - qu'elles soient volontaires, diverses, non-partisanes, autonomes, non-violentes, et qu'elles travaillent et collaborent pour le changement - sont les fondements des principes de l'efficacité du développement des OSC d'Istanbul.

Ces principes guident le travail et les pratiques des organisations, à la fois dans les situations de paix et de conflits, dans différents domaines de travail, du niveau local à la défense des politiques, et dans un continuum allant de l'urgence humanitaire au développement à long terme.

Ces principes d'Istanbul considèrent que les OSC sont efficaces en tant qu'acteurs du développement lorsqu'elles:

- respectent et encouragent les droits de l'Homme et la justice sociale;
- représentent l'égalité et l'équité entre les sexes en favorisant les droits des femmes et des jeunes filles;
- se concentrent sur l'autonomisation des peuples, la propriété et la participation démocratiques;
- favorisent un environnement durable;
- pratiquent la transparence et la responsabilité;
- poursuivent des partenariats équitables

et solidaires;

- créent et partagent des connaissances et s'engagent à l'apprentissage mutuel;
- s'engagent à accomplir un changement durable positif.

Et au Luxembourg ?

Le Cercle de Coopération des ONG de développement est impliqué depuis quelques années déjà dans ces réflexions sur l'efficacité de développement, notamment avec une publication sur les Déclarations de Paris et d'Accra en collaboration avec la plateforme des ONG autrichienne en 2008 („Wille und Wege zur Wirkung“).

La question d'efficacité de développement revient également dans l'enquête TNS Ilres que le Cercle a commandité en 2009. Un des résultats de cette enquête est que „la qualité du travail fourni par les salariés et les membres des ONG est reconnue et elle est bien considérée au Luxembourg. Le travail professionnel et l'expertise au sein des ONG ne font aucun doute aux yeux de la population et permettent l'acceptation, par le grand public, d'un investissement conséquent de la part des ONG dans les frais administratifs et de gestion. Idée largement répandue et acceptée, ce point apparaît comme évident dans un secteur professionnalisé.“

Si la qualité du travail fourni par les ONG est reconnue et bien considérée, il se pose cependant la question de l'efficacité de ce travail et des activités des ONG. Les activités des ONG doivent être évaluées en conséquence – en se demandant d'abord non pas si leur aide a été efficace (efficacité de l'aide), mais si elle a promu le développement (efficacité du développement).

Consultation des membres du Cercle

Compte tenu de l'importance du sujet et de son actualité dans le cadre international et compte tenu du grand intérêt du public, le Cercle a pris



Dessin: (c) 2010 / EU DEVDAYS / Pierre Kroll

l'initiative de lancer en 2011 une consultation au sein de ses membres autour du sujet de l'efficacité du développement. L'objectif de cette consultation est:

- d'encourager un dialogue ouvert et honnête entre les membres du Cercle en tant qu'acteurs de la société civile luxembourgeoise sur leur rôle et leur efficacité dans le développement;
- de trouver un consensus parmi les membres du Cercle et mettre en place un cadre avec des principes ou des lignes directrices;
- de réfléchir à la manière d'appliquer de tels principes et lignes directrices aux pratiques des membres du Cercle et de les évaluer.

En même temps, la consultation

permettra de contribuer au débat global de la société civile internationale (en vue du 4ème Forum de Haut niveau de Busan en décembre 2011) et de favoriser un climat d'apprentissage sur l'efficacité des ONG en matière de développement pour qu'elles puissent discuter des enjeux et des obstacles relatifs à leur travail d'acteurs du développement.

Cette réflexion a été lancée lors de l'assemblée générale du Cercle en février 2011 et sera approfondie, après l'analyse d'un sondage, lors d'ateliers de travail en mai 2011. ■

Christine Dahm est secrétaire générale du Cercle de Coopération.

Assemblée générale de l'ASTM

Le début d'un nouveau cycle d'activités

L'assemblée générale ordinaire de l'Action Solidarité Tiers Monde s'est tenue le samedi 26 mars 2011 durant toute la journée. Vu la grande affluence, tant de bénévoles que de l'équipe, elle a été convoquée dans la grande salle de réunion de l'ASTI à Eich.

Nicole E. Ikuku

L'année écoulée a été à plusieurs égards une année difficile pour l'ASTM. Dans son rapport d'activités, le président a rappelé la triste nouvelle du décès de son collaborateur Alain Peleman fin mars 2010 et de la disparition de son fondateur, René Vesque, en octobre. Par ailleurs, l'année 2010 a été surtout marquée par les retards pris dans la signature des deux accords-cadres négociés avec le ministère de la coopération. Ces retards, dus à des circonstances échappant à la mainmise de l'association, ont freiné jusqu'en automne les activités des membres bénévoles et permanents. Il y a également eu des changements dans l'équipe avec le départ de Jeanne Hirtt qui a été remplacée par Rocio Meza en charge des activités de sensibilisation. Avant de présenter le bilan financier de l'exercice 2010, les membres ont tenu à remercier Ricarda Colles pour sa contribution comme membre du groupe finance, respectivement trésorière ces quatre dernières années. Grâce à son engagement, l'ASTM a su réaliser non seulement l'adoption d'un nouveau plan comptable, mais aussi la transition vers une comptabilité d'engagements. Ricarda Colles sera remplacée par Pierre Schmit, membre de l'ASTM des premières années.

Alors que l'année 2009, était dominée par les festivités des 40 ans de l'association, l'année 2010 marquait un retour à la normale tant en ce qui concerne l'appui aux partenaires du Sud que les activités de sensibilisation au Luxembourg. Des négociations se sont tenues pour une reconduction de l'accord-cadre en consortium avec le

ministère de la coopération ensemble avec SOS-Faim pour les partenaires en Afrique qui a été conclut pour 3 années de 2011-2013.

La présentation du bilan et des comptes des pertes et profits de l'exercice 2010 révélait le non-épuisement des enveloppes 2010 des deux accords-cadres conclus avec le Gouvernement. En effet, la signature tardive des deux accords a contraint l'association à procéder avec prudence tant pour les engagements auprès des partenaires du Sud que pour les activités de sensibilisation à Luxembourg. Les engagements auprès des partenaires de l'ASTM ont par ailleurs dû être préfinancés jusqu'au mois de septembre sur base des seuls fonds propres de l'ASTM et grâce au soutien de plusieurs membres qui ont mis à disposition des crédits de pont. Les dépenses globales de l'association ont atteint 2,07 millions d'euros, dont 1,27

millions affectés directement au soutien des partenaires du Sud. En 2010 l'ASTM a soutenu 28 partenaires dans 12 pays de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine et centrale. Les activités d'éducation au développement de l'ASTM sont restées, pour les raisons mentionnées ci-dessus, légèrement en dessous de l'enveloppe prévue avec 634 mille euros (dont 260 mille pour les activités dans les communes du Klimabündnis). Les frais de gestion de l'association à hauteur de 186 mille euros (8,8 % du coût total des activités) comprennent essentiellement les frais de salaires liés à la gestion professionnelle des projets soutenus dans le Sud.

Globalement, l'année s'est soldée par un léger déficit de 17.710 euros. L'assemblée générale a donné décharge à la trésorière et au groupe finances. Comme par le passé, le rapport financier sera soumis à un réviseur d'entreprise



Photo: Luc Defforene / ASTM

► L'AG 2011 de l'ASTM s'est tenue le 26 mars dans la salle de réunion de l'ASTI à Eich.



Photo: Luc Defforene / ASTM

► Les permanents et bénévoles de l'Action Solidarité Tiers Monde, lors de l'assemblée générale 2011.

agréé externe.

Grâce aux accords-cadres, les budgets pour les années 2011 à 2014 ont pu être dressés, cependant, pour maintenir l'équilibre financier, l'ASTM devra se doter d'une réelle stratégie de récolte de fonds. La matinée s'achevait par la présentation des activités organisées et suivies par les permanents et les divers groupes de travail de l'ASTM. L'assistance a discuté les succès mais aussi les difficultés de l'année écoulée, tant en ce qui concerne les activités au Luxembourg que la relation avec les partenaires du Sud. Les discussions ont soulevé de nombreuses questions, anticipant sur les défis qu'engendrent les actions prévues en 2011. L'après-midi a été réservée à la présentation détaillée du programme de travail des différents secteurs.

En ce qui concerne le soutien de partenaires et la gestion des projets, une

certaine priorité sera accordée au développement du travail en réseau Sud-Sud. Mais aussi, de nouveaux partenaires et projets sont à l'étude. En matière d'éducation au développement, les différents secteurs (Citim, Brennpunkt, Travail politique, agence culturelle et agence communes/Klimabündnis) ont

déjà entamé un vaste programme qui aboutira, en novembre 2011, à une grande campagne commune impliquant tous les membres et permanents de l'ASTM. ■

Nicole E. Ikuku est membre de l'ASTM.

Le CA de l'ASTM

Le conseil d'administration (CA) de l'ASTM jusqu'à l'AG 2012 :

Richard Graf (président), Monique Langevin (vice-présidente), Pierre Schmit (trésorier), Monique Schumacher, Raymond Wagener, Mike Mathias, Niki Shillinglaw, Jacques Mergen, Pol Faber et Pieca Wallerand-Levy.

Les permanents représentant les secteurs d'activités au CA :

Rocio Meza et Ana Luisa Teixeira (volet sensibilisation/ED), Dilia Figueroa (projets de solidarité), Marc Keup (travail politique), Edith Schuller-Kieffer (représentante du personnel) et Nicole Ikuku (secrétaire du CA).

Alternatives Sud: Agrocarburants - Impacts au Sud?

Longtemps considérée comme une panacée face aux changements climatiques, la production d'agrocarburants pose problème. En particulier en Asie, en Amérique latine et en Afrique, où elle prend le plus souvent la forme de vastes monocultures – de canne, de palme, de soja... – aux mains de l'agro-industrie. À quelles conditions une réappropriation équitable et un développement durable de la production et de la consommation d'agrocarburants sont-ils envisageables? Les solutions passent par une refonte des politiques économiques et agricoles.

Centre Tricontinental et Edition Syllepse, 2011: 200 pages



Michael Nest: Coltan

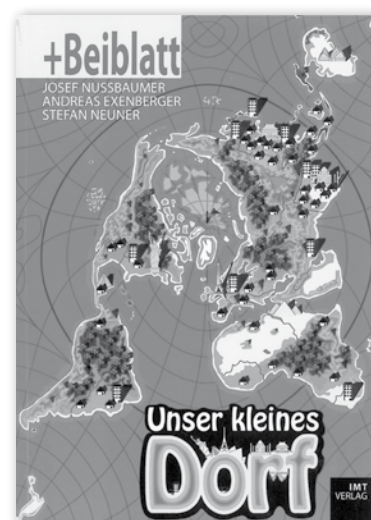
A decade ago no one except geologists had heard of tantalum or 'coltan' - an obscure mineral that is an essential ingredient in mobile phones and laptops. Then, in 2000, reports began to leak out of Congo: of mines deep in the jungle where coltan was extracted in brutal conditions watched over by warlords. Drawing on Congolese and activist voices, Nest analyses the two issues that define coltan politics: the relationship between coltan and violence in the Congo, and contestation between activists and corporations to reshape the global tantalum supply chain.

Polity Books, 2011: 220 pages

Josef Nussbaumer et al: Unser kleines Dorf

Unser kleines Dorf zeigt die Welt als ein Dorf mit 100 Menschen, das wir „Globo“ nennen. In dieser Weise zusammengeschrumpft, werden globale Probleme fassbarer, werden globale Ungerechtigkeiten greifbarer, wird aber auch klarer, welche Lösungen möglich sind und welche nicht zur Debatte stehen. So wird der Wachstumsglaube als Märchen entlarvt, der seine Versprechen nie für alle im Dorf eingelöst hat und der längst die Grenzen des Tragbaren sprengt. Das Buch verknüpft einen wissenschaftlichen Anspruch – vor allem, was die Qualität der verwendeten Daten angeht – mit dem Ziel, komplexe Zusammenhänge allgemein verständlich und optisch ansprechend darzustellen.

IMT Verlag, 2010 : 192 Seiten



citim

CENTRE D'INFORMATION TIERS MONDE



Öffnungszeiten:

Montag, Dienstag: 14h-17h

Mittwoch, Donnerstag: 10h-17h

Samstag: 10h30-12h30

In den Schulferien geschlossen

Centre d'Information Tiers Monde

55, avenue de la Liberté

Tel. 400 427 31

citim@astm.lu

www.astm.lu

Pädagogische Koffer
zu verschiedenen Themen, Unter-
richtsmaterialien für alle Schulformen und
Altersstufen, Fachliteratur zu verschiedenen
Ländern und entwicklungspolitischen Aspekten,
Kinder- und Jugendbücher, Spiel- und Dokumentar-
filme, Musik aus aller Welt, Poster, Spiele, u.v.m.

ASTM
ACTION SOLIDARITÉ TIERS MONDE

55, av. de la Liberté, L-1931 Luxembourg
T +352 400 427-1 / F +352 400 427-27 / E astm@astm.lu
CCPL IBAN LU76 1111 0099 9096 0000

www.astm.lu

BRENNPUNKT DRÉTT WELT NR. 262
AVRIL 2011